

L'Initiative pour la restauration

REVUE ANNUELLE 2021



**THE
RESTORATION
INITIATIVE**

Avec le soutien de:



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

ONU 
programme pour
l'environnement

**Publié par:**

Union internationale pour la conservation de la nature, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et Programme des Nations Unies pour l'environnement

Citation obligatoire

UICN, FAO et PNUE. 2022. *L'Initiative pour la restauration: revue annuelle 2021*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc2051fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ou du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leur frontière ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, de l'UICN ou du PNUE, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(e)s et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO, de l'UICN ou du PNUE.

ISBN (FAO) 978-92-5-137086-5

© UICN, FAO et PNUE, 2022

Certains droits réservés. Ce travail est rendu disponible en vertu de *Creative Commons Attribution- NonCommercial- ShareAlike 3.0 IGO licence (CC BY-NC-SA 3.0 IGO)*;

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo>

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode>

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode>

"legalcode">https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode"/>"legalcode).

En vertu de cette licence, ce travail peut être reproduit, redistribué et adapté pour un usage non commercial, sous réserve qu'il soit correctement mentionné comme source et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait une organisation, un produit ou des services en particulier. L'utilisation du logotype de la FAO par des tiers est interdite. Dans le cas où une adaptation de ce travail serait entreprise, la nouvelle version doit être enregistrée sous la même licence Creative Commons. Si une traduction de ce travail est entreprise, il doit figurer, avec la référence bibliographique, la note de déni de responsabilité suivante: «Cette traduction n'a pas été effectuée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO ne peut pas être tenue pour responsable du contenu de cette traduction ni de sa précision. Seule l'édition originale en anglais fait foi.»

Sauf mention contraire, tout litige qui ne saurait être résolu à l'amiable peut l'être par médiation et arbitrage comme le prévoit l'article 8 de la licence. Les règlements de médiation applicables sont ceux dont dispose l'Organisation internationale de la propriété intellectuelle <https://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules/index.html> et toute médiation résultant d'un litige concernant la licence doit être conduite en conformité avec le Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur.

Utilisation du matériel fourni par des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant faire usage du matériel fourni par une tierce partie, qu'il s'agisse de tableaux, de figures ou d'images, de déterminer si une autorisation est nécessaire et le cas échéant, de l'obtenir de la part des détenteurs des droits d'auteur. Le risque de réclamations résultant d'une atteinte aux droits d'auteur concernant les composantes de ce travail issues d'une tierce partie est exclusivement assumé par l'utilisateur.

Les frontières et les noms et autres appellations qui figurent sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Ventes, droits et licence. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org. Toute demande relative aux droits d'utilisation commerciale doit être présentée via <http://www.fao.org/contact-us/licence-request>. Les demandes concernant les droits et les licences doivent être présentées à copyright@fao.org.

Crédits photos :

Photo de couverture: Des femmes récoltent dans la forêt de Mukogodo, au Kenya, du bois à brûler pour leurs cuisinières © Luis Tato.

Photo de quatrième de couverture: Un paysage de gorges boisées sur le mont Kulal, au Kenya. © Elijah Mboko/FAO KE

Conception et mise en page : www.blueverdestudio.com

TABLE DES MATIÈRES

iv	REMERCIEMENTS
01	AVANT-PROPOS
02	PARTENAIRES DE LA COALITION
04	APPROCHE PROGRAMMATIQUE
06	POINT SUR LE PROGRAMME
12	L'EXPÉRIENCE D'UN ENTREPRENEUR
16	RÉALISATIONS DE L'INITIATIVE POUR LA RESTAURATION EN 2021
16	▪ Cameroun
19	▪ Chine
22	▪ Guinée-Bissau
25	▪ Les terres arides et semi-arides du Kenya
29	▪ Le delta du Tana au Kenya
32	▪ Myanmar
36	▪ Pakistan
39	▪ République centrafricaine
42	▪ République démocratique du Congo
46	▪ République-Unie de Tanzanie
49	▪ Sao Tomé-et-Principe
51	GÉNÉRATION RESTAURATION

REMERCIEMENTS

La présente publication a été préparée par Christine Coester, avec la participation de Joshua Schneck (UICN) Adriana Vidal (UICN), Corbett Nash (UICN), Christophe Besacier (FAO), Benjamin De Ridder (FAO), Giorgio Millesimi (FAO), Jonathan Gheysens (PNUE), Michael Alexander (PNUE), Johan Robinson (PNUE) et Fiona Cromarty (PNUE).

Les auteurs souhaiteraient adresser leurs remerciements aux collègues suivants, qui leur ont fourni des informations précieuses sur l'histoire des différents projets, et leur ont soumis des suggestions utiles en vue d'améliorer la qualité du produit final: Pierre Campredon (UICN), Rui Andrade (UICN), Mathilde Iweins (FAO), Fogoh John Muafor (UICN), Bo Sann (UICN), Jiayi Niu (UICN), Philippe Duchochois (FAO), Floribert Mbolela (FAO), Meshack Muga (FAO), Marco Pagliani (FAO), Damas Mapunda (personne de contact pour le Fonds pour l'environnement Mondial (GEF) - Tanzanie), Mohammed Yahya Musakhel (FAO), John Mwacharco (Nature Kenya), Caterina Marchetta (FAO) et Rudolf Makhanu (Nature Kenya).

Un grand merci à Beth Varley pour l'édition du texte; à Lison Galvet pour la traduction du document vers le français; et enfin à Blueverde Studio pour la conception graphique et la mise en page de la présente publication.

La forêt de Mukogodo au Kenya. Crédit photo: © Luis Tato.



AVANT-PROPOS

L'INITIATIVE POUR LA RESTAURATION ANCRE SA PLACE DANS LE MOUVEMENT MONDIAL DE LA RESTAURATION

Au terme de l'année 2021, première année de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, les acteurs renouvellent leurs efforts pour restaurer des milliards d'hectares. De multiples parties prenantes ont joué chacune leur rôle dans l'élimination des goulots d'étranglement et l'accélération de la mise en œuvre. L'Initiative pour la restauration (TRI), dans sa troisième année de déploiement, fait partie de cette mosaïque d'actions. Les progrès de l'Initiative dans les dix pays qu'elle soutient peuvent être mesurés à différentes échelles: depuis les paysages de projet, où les interventions de restauration reprennent après des retards dus à la covid-19, jusqu'aux campagnes de sensibilisation visant les politiques et les parties prenantes infranationales et nationales.

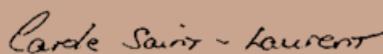
La communauté de TRI a également observé le soutien de la communauté mondiale des praticiens de la restauration et d'autres parties prenantes. TRI s'engage à différents niveaux en participant à des événements et à des forums mondiaux pertinents, et en partageant les produits et les outils de connaissance qu'elle élabore.

Les pays ont su s'adapter aux changements rapides des réalités. L'année dernière, des centaines de milliers de semis ont été propagés au moyen de différentes espèces pour restaurer les terres et les mangroves, et répondre aux besoins économiques, sociaux et de biodiversité. La restauration en cours sur le terrain continuera de se développer durant les prochaines années de mise en œuvre dans les pays. L'adoption de politiques et de plans de gestion gouvernementaux visant à restaurer les écosystèmes et à autonomiser les communautés locales, l'élaboration de propositions

bancables et l'investissement dans des fonds de démarrage pour les entrepreneurs locaux, garantissent la durabilité des effets du programme.

Un soutien mondial a été apporté aux équipes nationales malgré les restrictions de déplacement, grâce à la multiplication de nouveaux modes de collaboration en ligne tels que des sessions de formations, des webinaires et des échanges au sein de la communauté qui ont permis de discuter non seulement des progrès mais aussi du renforcement des capacités en matière de suivi, de diversité génétique, de politiques, de financements et de partenariats. En 2021, la première cohorte d'écopreneurs de la restauration dans le cadre de la Restoration Factory a bénéficié d'un mentorat pour élaborer des business plans dans 8 des 11 projets nationaux. En ce qui concerne les résultats en matière de biodiversité, l'outil Atténuation des menaces et récupération des espèces (STAR) a été déployé dans quatre pays afin de déterminer les actions nécessaires pour réduire les risques liés aux espèces menacées ou quasi menacées dans les régions ciblées par les projets de TRI. Les résultats informeront la prise de décisions cruciales pour l'avenir de la biodiversité.

La communauté de TRI a beaucoup à apprendre à la communauté mondiale sur les savoir-faire en matière de restauration. Les enseignements tirés des projets servent de tremplin vers la réussite. Nous sommes impatients de vous les partager dans cette Revue annuelle ainsi que dans nos futures contributions à la Décennie des Nations Unies. Nous espérons que vous trouverez notre travail à la fois enrichissant et éclairant.



Carole Saint-Laurent
Responsable, Équipe Forêts et
Prairies de l'UICN



Tiina Vähänen
Directrice adjointe, Division des
forêts de la FAO



Susan Gardner
Directrice, Division des
écosystèmes du PNUE

PARTENAIRES DE LA COALITION



L'Initiative pour la restauration – L'Initiative pour la restauration (TRI) rassemble dix pays d'Afrique et d'Asie et trois agences du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) – l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) – en association avec les autorités nationales et locales de certains pays et plusieurs partenaires stratégiques afin de surmonter les obstacles à la restauration et de restaurer les paysages dégradés à grande échelle, en soutien aux objectifs du Défi de Bonn.

I PARTENAIRES FONDATEURS



FEM – L'Initiative pour la restauration est soutenue par le **Fonds pour l'environnement mondial (FEM)**. L'Initiative contribue à l'engagement pris par le FEM d'aider les pays en développement à atteindre les objectifs des accords multilatéraux sur l'environnement, notamment ceux visant à lutter contre la dégradation des terres, à atténuer les effets du changement climatique, et à mettre fin à la perte de biodiversité. Le soutien du FEM à l'initiative TRI permet aussi aux pays partenaires de respecter les engagements pris à l'égard d'initiatives de restauration, comme le Défi de Bonn ou l'AFR100.



UICN – L'**Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)** est l'organisme chef de file de l'initiative TRI. C'est elle qui assure la coordination programmatique, la coordination et l'harmonisation du travail entre les onze projets nationaux, les agences et les partenaires. L'UICN est également le soutien principal des pays en ce qui concerne le renforcement de l'environnement politique national nécessaire pour favoriser la restauration des forêts et des paysages. L'organisme est aussi responsable de la mise en oeuvre des projets nationaux TRI au Cameroun, en Chine, en Guinée-Bissau et au Myanmar.



FAO – L'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** dirige les opérations de soutien aux pays partenaires concernant l'acquisition et la diffusion des meilleures pratiques en matière de restauration des forêts et des paysages, et le renforcement des capacités relatives à un large éventail d'outils et de thèmes faisant partie intégrante de ce sujet. La FAO est l'agence d'exécution pour cinq projets nationaux TRI dans les terres arides et semi-arides du Kenya, au Pakistan, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et à Sao Tomé-et-Principe.



PNUE – Le **Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)**, par le biais de son Initiative financière, qui coopère depuis 25 ans avec un réseau de plus de 300 institutions financières, apporte son soutien aux pays partenaires en fournissant une assistance technique et en les mettant en lien avec les marchés des capitaux afin de mobiliser et de catalyser les financements internes et externes des pays en faveur de la restauration à grande échelle. Le PNUE est l'agence d'exécution pour deux projets nationaux TRI, l'un dans le delta du Tana au Kenya, l'autre en République-Unie de Tanzanie.

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX ET D'EXÉCUTION



Nature Kenya (Kenya, delta du Tana)



Ministère des ressources naturelles et de la conservation de l'environnement, Département des forêts (Myanmar)



Institut de recherche forestière du Kenya (Kenya, terres arides et semi-arides)



Ministère du changement climatique (Pakistan)



Réseau international de recherche sur le bambou et le rotin (Cameroun)



Office vice-présidentiel en partenariat avec le Conseil national de gestion de l'environnement (République-Unie de Tanzanie)



Institut pour la biodiversité et les zones protégées (Guinée-Bissau)



Ministère de l'environnement, du développement durable, des eaux, des forêts, de la chasse et de la pêche (République centrafricaine)



Ministère de l'environnement et du développement durable (République démocratique du Congo)

Administration nationale des forêts et des prairies (République populaire de Chine)



Ministère de l'environnement et du développement rural, via la Direction des forêts (Sao Tomé-et-Principe)

AUTRES PARTENAIRES

L'Alliance – Bioversity International (désormais L'Alliance depuis son association avec le Centre international d'agriculture tropicale [CIAT]), fournit une assistance technique en créant des modules de formation et en contribuant au renforcement des capacités pour les projets nationaux TRI en matière de ressources génétiques forestières pour la restauration des forêts et des paysages.

Université de Newcastle – Des chercheurs de l'Université de Newcastle, au Royaume-Uni, en coopération avec l'UICN, apportent leur concours à l'élaboration et au pilotage de l'indicateur Atténuation des menaces et récupération des espèces (STAR) – un nouvel outil qui permet aux praticiens d'obtenir des informations détaillées sur les effets des travaux de restauration sur la biodiversité. L'outil STAR est utilisé dans le cadre de cinq projets TRI: au Cameroun, au Kenya (pour les deux projets), au Myanmar et en République centrafricaine.

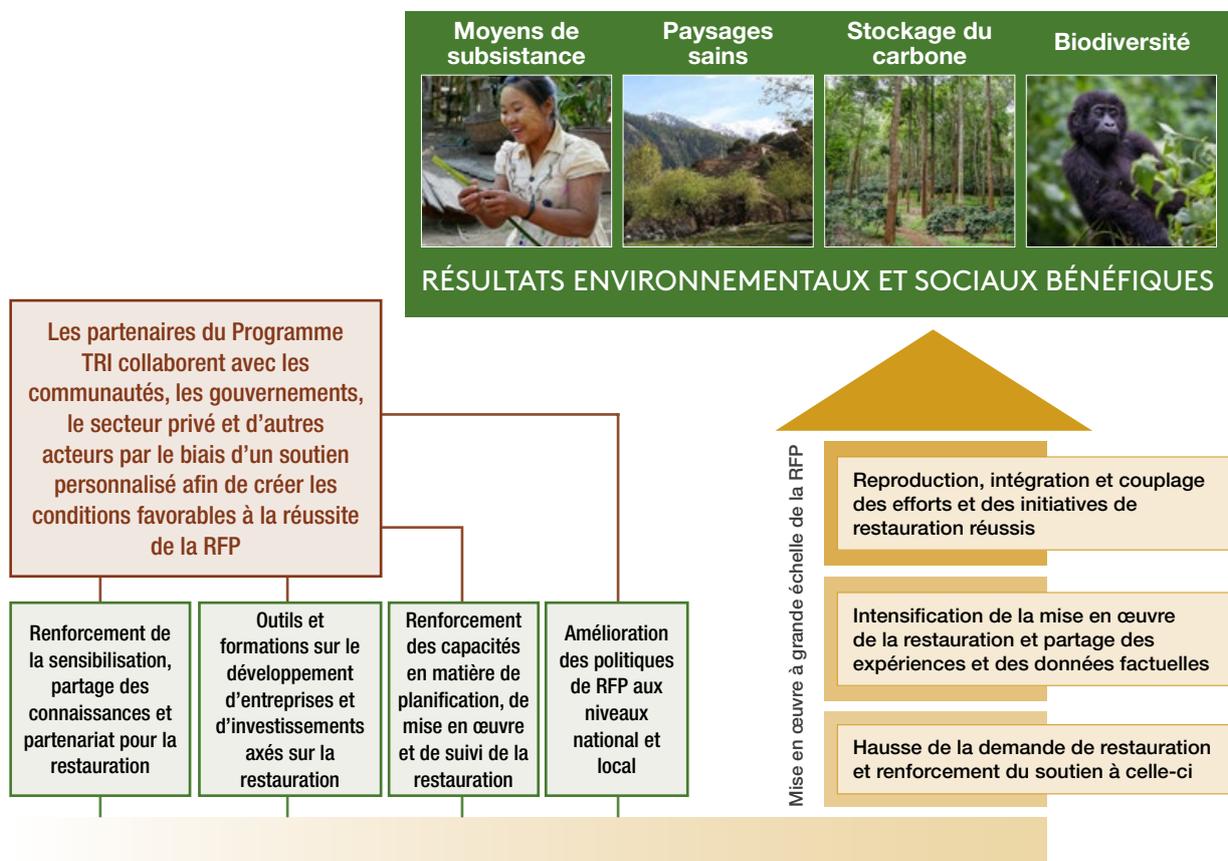
WRI – L'Institut des ressources mondiales a apporté son soutien aux projets nationaux TRI au Kenya, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo en réalisant des analyses des besoins et des opportunités de restauration selon la Méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration.

APPROCHE PROGRAMMATIQUE

La dégradation des terres est l'un des défis majeurs de notre époque. Selon les estimations mondiales, près de deux milliards d'hectares de terres agricoles, de pâturages, de forêts et de zones boisées sont dégradés¹. La restauration des terres déboisées et dégradées est essentielle pour relever les défis mondiaux, notamment les changements climatiques, la perte de biodiversité, ou la nécessité d'avoir des systèmes alimentaires sains et durables et une économie florissante.

L'initiative TRI vise à s'attaquer aux principaux obstacles qui entravent le développement de la restauration à grande échelle. L'approche programmatique tire parti des forces de chaque agence partenaire et des travaux en cours de RFP, tout en offrant de vastes possibilités de capture et de partage des connaissances Sud-Sud.

L'APPROCHE DE L'INITIATIVE POUR LA RESTAURATION



1 Gibbs, H.K. et Salmon, J.M. 2015. Mapping the world's degraded lands. *Applied Geography*, n°57, pp.75-81 <https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2014.11.024>.

ÉLÉMENTS CLÉS DU SOUTIEN PROGRAMMATIQUE

- Ateliers et événements annuels de partage des connaissances
- Communauté de pratique en ligne et possibilités de formation
- Soutien et formation sur mesure axés sur la mobilisation des investissements dans la RFP
- Développement et pilotage de nouveaux outils et de nouvelles approches pour la restauration

PROJETS TRI



Freepick, 2021. Earth-map-linear-composition. Disponible sur https://www.freepik.com/free-vector/earth-map-linear-composition_9386670.htm#page=1&query=world%20map&position=1&from_view=search Consulté le 7 octobre 2021. Modifié par l'auteur.

FINANCEMENT DU PROGRAMME



OBJECTIFS AU NIVEAU DU PROGRAMME



POINT SUR LE PROGRAMME

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE POUR LA RESTAURATION

L'année 2021 marque l'achèvement de la troisième année complète de mise en œuvre de l'Initiative pour la restauration (TRI). Malgré les difficultés persistantes liées à la pandémie mondiale de covid-19, 2021 a vu des progrès encourageants. Les exigences de travail à domicile et autres restrictions ayant été levées, les participants aux projets ont pu retourner sur le terrain et mettre en œuvre les analyses, les recommandations relatives aux stratégies et les plans de restauration et de gestion du paysage élaborés en 2020 pour accélérer les actions de restauration. En outre, les partenaires du soutien mondial de TRI ont lancé une initiative qui aidera

à combler le manque d'investissements pour les jeunes entreprises qui intègrent des solutions fondées sur la nature, et continueront à faire progresser les initiatives de mise en commun des connaissances et de renforcement des capacités en matière de restauration des forêts et des paysages (RFP) au service des partenaires de TRI et de la communauté de la restauration au sens large. À bien des égards, 2021 a été une année de transitions, mais également l'occasion de prendre un nouveau départ pour poursuivre le travail sur le terrain avec une vigueur renouvelée, alors que le monde s'achemine collectivement vers une nouvelle normalité.

Aider les agriculteurs locaux à renforcer leurs capacités en matière de greffage de plantes pour la production de variétés améliorées de PFNL. Crédit photo : © Fogoh John Muafor



POINTS FORTS ET PROGRÈS À L'ÉCHELLE DU PROGRAMME EN 2021

Élaboration et test de la version pilote de l'indicateur Atténuation des menaces et récupération des espèces

En 2021, des progrès ont été réalisés dans l'élaboration de l'indicateur Atténuation des menaces et récupération des espèces (STAR), nouvel outil qui permet aux praticiens d'évaluer et de comparer les avantages de différentes mesures de restauration ou de conservation sur site des espèces menacées. L'outil utilise les données de la *Liste rouge des espèces menacées* de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui comprend des données sur plus de 142 000 espèces menacées dans le monde. En 2021, des évaluations STAR ont été menées pour les paysages des projets TRI au Cameroun et au Kenya en utilisant des données à plus haute résolution et une nouvelle approche d'identification des habitats des espèces menacées. Les nouvelles évaluations STAR soutenues par TRI ne contribuent pas seulement à éclairer la conception de mesures de restauration et de conservation sur ces différents sites de projet, mais fournissent également des indications précieuses sur la façon d'améliorer et de diffuser cet outil au bénéfice de la communauté de la conservation et de la restauration au sens large. La méthodologie STAR a été publiée en 2021 dans la revue *Nature Ecology & Evolution*.

Série de webinaires sur les projets nationaux de l'Initiative pour la restauration

Tenue sur trois jours, une série de webinaires accompagnés de discussions virtuelles a été organisée pour connecter les projets nationaux de TRI et pour échanger sur les idées développées et les défis rencontrés au cours de l'année 2021. Chaque pays a présenté son approche de la planification et de la mise en œuvre de la RFP et a fourni un aperçu des progrès réalisés à ce jour à l'échelle des projets, tout en apportant de nouvelles idées. Cet événement de partage, le premier depuis le début de la pandémie mondiale de covid-19, a permis de souligner et de soutenir les approches et les réflexions en matière de restauration mises en avant par les partenaires nationaux de TRI.

La Restoration Factory de l'Initiative pour la restauration renforce les capacités des entreprises durables à mobiliser des investissements

La Restoration Factory de TRI a accueilli sa première cohorte constituée de 13 entreprises en avril 2021. Le programme de mentorat de six mois a fourni aux entrepreneurs des conseils

personnalisés sur la préparation de propositions d'investissement fondées sur la restauration et a contribué au passage à l'échelle de leurs modèles économiques axés sur la gestion durable. Neuf des 11 projets nationaux de TRI ont participé. Un bilan des idées avancées et des enseignements tirés est en cours de préparation afin d'identifier les améliorations potentielles et d'élaborer des produits de connaissance pour les cohortes suivantes.

Le programme de l'Initiative pour la restauration a été présenté au Congrès mondial de la nature de l'UICN

En septembre 2021, le programme de TRI a été mis en avant lors d'un événement spécial visant à accroître la visibilité du processus de RFP et à présenter les résultats du travail effectué par TRI sur le terrain pour surmonter les obstacles à la restauration. Parmi les intervenants figuraient des ministres de deux pays participant au programme de TRI – Mohamed Elmi, Vice-Ministre de l'environnement et des forêts du Kenya, et Malik Amin Aslam, Ministre fédéral du Pakistan et conseiller du Premier ministre chargé des questions de changements climatiques – et le PDG du Fonds pour l'environnement mondial, Carlos Manuel Rodríguez. Les intervenants ont souligné l'importance de placer les communautés locales au cœur des efforts de restauration, de veiller à ce que les interventions de restauration soient adaptées aux besoins uniques des paysages et des communautés, et de renforcer la collaboration avec l'administration locale et nationale. Des représentants des partenaires du soutien mondial de TRI, l'UICN, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont également participé au panel.

Le projet de l'Initiative pour la restauration au Myanmar suspendu à cause d'un coup d'État militaire

En novembre 2021, le projet de TRI au Myanmar a été suspendu pour deux ans en raison d'un coup d'État militaire survenu dans le pays en février. Les militaires au pouvoir ayant déclaré un état d'urgence d'un an, les partenaires du soutien mondial de TRI ont conclu que les conditions politiques dans le pays d'Asie du Sud-Est constituaient un obstacle aux plans et aux activités de restauration du projet TRI au Myanmar. Le climat politique du pays continuera d'être surveillé afin de déterminer quand les opérations de TRI dans le pays pourront reprendre en toute sécurité.

POINTS FORTS ET PROGRÈS À L'ÉCHELLE DES PROJETS EN 2021

Cameroun



Le projet TRI au Cameroun a propagé plus de 105 000 plants – 47 000 plants de bambous, 54 000 de produits forestiers non ligneux (PFNL) et 4 000 de palétuviers – qui seront utilisés pour la restauration des zones de Mbalmayo, Akomnyada, Dizangue, Mouanko, Makilinguaï et Aïssa-Hardé. Les variétés propagées ont également permis la restauration de 250 ha dans les paysages de Douala Edea (68 ha), Mbalmayo (110 ha) et Waza (72 ha).



Superficie des terres en cours de restauration
249,75 ha



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
45 ha

Chine



Le projet TRI en Chine a élaboré et mis en place des plans quinquennaux individuels de RFP pour sept fermes forestières d'État (SFF). Ces plans de RFP visent à améliorer les services écosystémiques et à apporter des avantages socio-écologiques aux communautés locales. Après le lancement des plans en 2021, des activités de terrain telles que reboisement, éclaircies et suivi des services écologiques ont été mises en œuvre sur chaque site pilote.



Superficie des terres en cours de restauration
157 095 ha



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
213 314 ha

Guinée-Bissau



Le projet TRI en Guinée-Bissau, en collaboration avec 10 villages partenaires, a mis en terre près de 168 000 plants de palétuviers sur 82 ha. Cette activité a nécessité la participation de plus de 1 300 personnes. Le projet a également permis de restaurer 287 ha de champs pour l'établissement de rizières de mangrove, qui contribueront à nourrir plus de 400 familles et à leur fournir une source de revenus.



Superficie des terres en cours de restauration
749,5 ha

(Dont 294,2 ha de rizières restaurées)



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
297,7 ha

(Compris les mêmes 294,2 ha de rizières placées sous gestion durable)

Terres arides et semi-arides du Kenya



Le projet TRI pour les terres arides et semi-arides (ASAL) du Kenya a lancé un plan de gestion révisé pour 51 436 ha dans l'écosystème du mont Kulal en utilisant les résultats de la MEOR appliquée. Le plan de gestion couvre deux sites, les zones du mont Kulal et de Mukogodo, et vise à améliorer la conservation de la biodiversité et la gestion de l'habitat des espèces sauvages dans la zone forestière par le biais d'activités d'écotourisme à impact minimal, une surveillance étroite de l'extraction des ressources et l'entretien régulier des sentiers de découverte de la nature. 3700 micro-captages ont également été mis en place, couvrant une superficie de 46 ha.



Superficie des terres en cours de restauration
110,6 ha



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
43 670 ha (Les réserves naturelles de Leparua et Ilngwesi)
51 436 ha (Potentiel) (L'écosystème du mont Kulal)

Delta du Tana au Kenya



Le projet TRI Kenya Tana a appliqué la MEOR dans le delta du fleuve Tana. 123 000 ha de terres dégradées, comprenant des pâturages (65 000 ha), des terres cultivées (27 000 ha), des zones humides (26 500 ha) et des forêts (6 500 ha), bénéficieraient d'interventions de RFP. Quelque 99 700 plants d'arbres indigènes ont été cultivés par 13 groupes communautaires et le service forestier kenyan. Le projet, en collaboration avec Nature Kenya, a aidé à mettre sur pied la structure de gouvernance de l'initiative Tana Delta Green Heart, désormais opérationnelle.



Superficie des terres en cours de restauration
6 000 ha



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
130 000 ha

Myanmar



Le projet TRI au Myanmar a été suspendu en novembre 2021 à la suite du coup d'État militaire de février. Le processus MEOR a permis de sélectionner 29 zones, couvrant un peu moins de 292 000 ha, pouvant bénéficier de RFP. Une proposition de paiements pour services écosystémiques (PSE) visant à améliorer la gestion du bassin versant de Thapandzik a été préparé. Les partenaires mondiaux de TRI continuent à surveiller le climat politique afin de déterminer à quel moment les opérations de restauration pourront reprendre en toute sécurité.



Superficie des terres en cours de restauration
291 841 ha (Potentiel)



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
Données indisponibles

Pakistan



Le projet TRI au Pakistan a mis en place deux unités de transformation de pignons de chilgoza dans deux districts afin d'autonomiser les communautés de la forêt de chilgoza, d'améliorer leurs revenus en allongeant la durée de conservation de cette denrée, de créer des opportunités d'emploi alternatives, en particulier pour les femmes, et d'impliquer les communautés locales dans les affaires, le commerce et l'entrepreneuriat local liés aux pignons chilgoza. Le projet a également fourni 300 boîtes à outils pour promouvoir une collecte durable et sûre des pignons, tout en plaçant 345 ha de terres en restauration.



Superficie des terres en cours de restauration

2 805,87 ha

(2 153 ha en régénération naturelle assistée et 652,87 ha en agroforesterie)



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées

345,04 ha (320,87 ha et 24,17 ha de plantation en bloc)

26 000 ha (Potentiel dans le district de Sherani)

Les pointillés correspondent approximativement à la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Les parties n'ont pas encore réglé la question du statut définitif du Jammu-et-Cachemire.

République centrafricaine



Le projet TRI en République centrafricaine (RCA) a défini des périmètres de restauration autour de zones totalisant 500 ha dans cinq villages de la région de Pissa avec la participation active des membres de la communauté, posant ainsi les bases pour des activités de restauration sur le terrain, telles que l'agroforesterie ou la régénération naturelle assistée. Les communautés ont installé 20 800 plants d'essessang et d'ayous sur 26 ha (2,5 ha à Bombé, 4 ha à Boyama, 5 ha à Boyali, 6,5 ha à Pissa et 8 ha à Bongombé).



Superficie des terres en cours de restauration

500 ha (Potentiel)



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées

6 000 ha (Potentiel)

Forêt de Mukogodo - Kenya. Crédit photo : © Luis Tato



République démocratique du Congo



Le projet TRI en République démocratique du Congo (RDC) a présenté des documents sur la stratégie provinciale de RFP et les résultats de la MEOR aux niveaux provincial et national. En outre, le projet, avec l'aide de partenaires, a commencé à développer des microprojets promouvant les interventions de RFP et a mis en place 90 Clubs Dimitra pour relever les défis communautaires dans les deux chefferies: 50 à Ngweshe et 40 à Kabare.



Superficie des terres en cours de restauration
7 352 ha (Potentiel)



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
Données indisponibles

République-Unie de Tanzanie



Le projet TRI en République-Unie de Tanzanie doit commencer les travaux de restauration essentiels dans les paysages de la Grande Ruaha et du lac Rukwa en 2022. La restauration prévue de 110 000 ha, dont 22 755 ha seront restaurés et 87 245 ha seront placés sous gestion durable, devrait bénéficier à 100 000 ménages au moins.



Superficie des terres en cours de restauration
0 ha



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
0 ha

Sao Tomé-et-Principe



Les travaux du projet TRI à Sao Tomé-et-Principe (STP) en 2021 s'inscrivent dans la même veine. Le projet TRI à STP a fourni un financement de 87 000 dollars des États-Unis (dollars) à sept initiatives durables de petite et moyenne taille susceptibles de bénéficier d'un concours financier. Le projet, en plus de concourir à combler le déficit d'investissements, propose aussi des sessions d'apprentissage en ligne et de coaching visant à renforcer la rentabilité globale des initiatives. L'esprit d'entreprise de la Génération restauration est activement soutenu dans la création d'entreprises et de nouvelles chaînes de valeur.



Superficie des terres en cours de restauration
0 ha



Superficie des terres soumises à des pratiques améliorées
0 ha

L'EXPÉRIENCE D'UN ENTREPRENEUR

REPORTAGE

Le rôle des financements dans le développement durable

L'entrepreneur Bastien Loloum, participant à l'initiative de la Restoration Factory, fondée par le PNUE, donne le point de vue d'une entreprise sur les financements pour la nature, en soulignant les défis et en présentant des solutions «écosystémiques».

Par Fiona Cromarty

Il est bien établi par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat que le développement économique a été un moteur de l'utilisation accrue des ressources et de l'augmentation des dommages environnementaux, et que les activités humaines sont à l'origine de la crise climatique. Bien que ce constat soit alarmant, il offre à l'humanité l'occasion de réévaluer le statu quo et de prendre des mesures pour répondre aux ambitions en matière de biodiversité, de lutte contre les changements climatiques et de restauration des terres fixées par les conventions de Rio de 1992.

Une relation durable entre le monde naturel et l'humanité exige une action mondiale immédiate pour aligner les systèmes sociaux et économiques sur les objectifs de développement durable et les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et des cadres internationaux relatifs à la biodiversité. Pourtant, les financements actuellement disponibles pour soutenir cette transformation sont insuffisants: selon le rapport du PNUE, *État du financement pour la nature*, les investissements dans les solutions fondées sur la nature doivent tripler d'ici 2030². La Restauration

Paysage restauré et productif. Crédit photo : © Delicias das Ilhas, 2022.



2 PNUE - Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2022. Accelerating Sustainable Land-Use Investments for People and Planet. [en ligne] Disponible à l'adresse: <https://www.unep.org/explore-topics/forests/what-we-do/accelerating-sustainable-land-use-investments-people-and-planet> [Consulté le 18 juillet 2022].

3 Ibid.

Factory³, fondée par l'Initiative financière (sous la division Économie) et l'Unité financements climatiques (division Écosystèmes) du PNUJ, la FAO et l'UICN, contribue à combler ce déficit de financements en soutenant la création d'entreprises axées sur les solutions fondées sur la nature. Lancée en mars 2021, l'initiative de la Restoration Factory guide des entrepreneurs à travers les différentes étapes de la création de leur entreprise pendant six mois. Pour bénéficier du mentorat de la Restoration Factory, le business plan de chaque entrepreneur doit intégrer des retombées locales sur la restauration des paysages, la perte de biodiversité et la création d'emplois. Avec les conseils de la Restoration Factory, les

entrepreneurs peuvent améliorer leur capacité à évaluer leur modèle économique, développer leurs compétences, accéder au marché et lever des fonds par le biais de subventions et d'investissements publics ou privés. De cette manière, l'initiative de la Restoration Factory fait progresser la consommation et la production durables, et, au moyen d'une approche fondée sur la chaîne de valeur, s'attaque aux problèmes de dégradation de l'environnement qui contribuent à la triple crise planétaire. À ce jour, les mentors du secteur privé de la Restoration Factory ont accompagné une première cohorte d'entrepreneurs-mentorés à travers le programme de formation sur la découverte de l'entrepreneuriat.

L'HISTOIRE DE DELICIAS DAS ILHAS⁵

L'une des 13 entreprises ayant participé à la première cohorte de la Restoration Factory fournit un exemple concret de la manière dont les entreprises peuvent associer développement et durabilité écologique en réduisant la déforestation induite par les activités économiques. Les expériences de son fondateur permettent également d'appréhender les changements systémiques sociaux et économiques nécessaires pour surmonter les défis associés au passage à l'échelle des projets axés sur les solutions fondées sur la nature.

Bastien Loloum a quitté la France pour s'installer sur les îles africaines de STP en 2005. En 2009, il a fondé Delicias das Ilhas (Les Délices des îles en français).

Delicias das Ilhas est une entreprise spécialisée dans la fabrication et la vente de produits peu connus et transformés localement, notamment des confiseries artisanales, des spiritueux, des épices, des thés, des savons et des fruits tropicaux secs sans additif, sans conservateur et sans sucre. La vente et l'utilisation de ces produits soutiennent les efforts de restauration et la création d'emplois car ils sont produits en utilisant des ingrédients locaux certifiés biologiques, issus du commerce équitable et conformes aux efforts de conservation de STP en faveur de la forêt.

Au fur et à mesure que l'entreprise s'est développée, une multitude de défis potentiellement rédhibitoires ont surgi. Bastien Loloum a dû faire face «à des infrastructures médiocres, à une main-d'œuvre non qualifiée, aux coûts élevés dus à l'insularité et aussi au manque de financements, notamment auprès des banques locales». Les instruments financiers disponibles offraient des prêts dont les taux d'intérêt pouvaient atteindre 25 pour cent en raison des risques élevés et des faibles rendements associés à ce modèle d'entreprise. Les entrepreneurs rencontrent couramment ces difficultés à obtenir des fonds pour les petites entreprises axées sur la restauration en milieu rural. Selon Bastien Loloum, «le risque est toujours un facteur que les investisseurs examineront, en particulier s'il s'agit d'une destination inhabituelle, comme Sao Tomé-et-Principe».

Delicias das Ilhas a pu progressivement obtenir des fonds en sollicitant l'aide d'organisations non gouvernementales (ONG). Cependant, cette approche n'est pas sans défaut. Bastien Loloum note que «les programmes soutenus par les ONG manquent de coordination» et que la durée des projets est «très souvent incompatible avec la dynamique des entreprises». Ces programmes «n'ont guère la capacité d'exercer l'effet de levier sur l'économie et les entreprises en général» qui serait

4 Ibid.

5 Delicia das Ilhas. (2018). Delicias das Ilhas. Consulté le 2 août 2022 https://deliciasdasilhas.weebly.com/store/c1/Featured_Products.html.

nécessaire pour faciliter la croissance des initiatives axées sur les solutions fondées sur la nature, en raison de la petite taille des enveloppes disponibles. Il explique qu'elles se situent généralement entre 5 000 et 10 000 dollars et que les idées ciblées sont pour des entreprises de taille très réduite. Les défis auxquels l'entreprise Delicias das Ilhas a été confrontée en matière de croissance commerciale et de stabilité financière, ainsi que la gravité de la pandémie de covid-19, ont forcé l'entreprise à réévaluer son modèle.

Alors que Bastien Loloum cherchait de l'aide pour structurer son plan auprès du bureau local de la FAO, il a découvert le programme de la Restoration Factory⁶. C'est ainsi qu'il a reçu un appui et des conseils de la part des mentors dévoués de la Restoration Factory pour cerner la transition à effectuer pour son entreprise. Cette transition a généré des besoins d'investissement plus élevés qui produiront des retours plus importants, à même de faire évoluer Delicias das Ilhas. L'entrepreneur déclare: «C'est au cours de notre participation au programme de la Restoration Factory que nous sommes finalement arrivés à la conclusion que nous devons valoriser davantage nos produits: passer de faibles investissements, faibles risques, faibles marges, à des investissements plus importants, des risques plus élevés et de meilleures marges, avec des produits plus spécifiques de plus forte valeur.» Avec le soutien des mentors de l'usine, Delicias das Ilhas a modifié son modèle économique et ses projections financières pour cibler le marché étranger avec des articles spécialisés et de grande valeur, au lieu de la grande variété de produits que l'entreprise commercialisait initialement auprès des touristes locaux de STP. Ce changement correspond à un effort pour surmonter les obstacles financiers fréquents et courants et fixer la portée, le modèle et la viabilité de l'entreprise ainsi que les projections financières globales.

Le soutien que Bastien Loloum a reçu de la Restoration Factory a été renforcé par l'apport d'une subvention d'environ 8 000 euros pour l'achat et l'installation d'une petite unité de distillation d'huiles essentielles et d'hydrolats – l'une des sept subventions accordées par le projet TRI à STP aux petites et moyennes entreprises et aux ONG dans le cadre de son axe de travail «projets bancables».

Le parcours de Delicias das Ilhas illustre les obstacles que peuvent rencontrer les entreprises axées sur les solutions naturelles pour obtenir suffisamment de fonds, et démontre la nécessité de mobiliser des financements supplémentaires pour soutenir et développer les projets fondés sur la nature.

Bastien Loloum propose une approche «écosystémique» pour faciliter les financements pour la nature

Lors d'une table ronde avec la Banque européenne d'investissement et le PNUE, l'entrepreneur a insisté sur l'importance d'une approche «écosystémique» pour permettre le financement de projets fondés sur la nature. Il faut pour cela reconnaître que les écosystèmes sociopolitiques, économiques et environnementaux sont des acteurs interdépendants au sein d'un marché élargi, et que ces systèmes doivent travailler en collaboration pour permettre des changements.

Bastien Loloum précise: «Un écosystème est composé de nombreux petits éléments qui, en s'assemblant, ont un impact. Il faut donc se pencher sur les plus petits éléments au sein des écosystèmes et voir comment on peut les

soutenir individuellement mais en gardant toujours l'écosystème à l'esprit.»

Les financements ne sont qu'une petite partie de ce système plus vaste, et ils peuvent servir de catalyseur pour faire face à la triple crise planétaire engendrée par les effets interdépendants et en cascade des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution des sols.

Comme le montre Bastien Loloum, les entreprises qui ont des objectifs de restauration présentent souvent des risques élevés et des rendements faibles, d'où la frilosité des investisseurs. Il est donc nécessaire de mieux cartographier le marché des entreprises axées sur les solutions fondées sur la

6 PNUE. (2022). Restoration Factory program. Bridge for Billions. Consulté le 2 août 2022. <https://programs.bridgeforbillions.org/restoration-factory-program/>.

nature et la restauration, afin d'accroître l'efficacité des stratégies d'investissement et réduire les risques dans la chaîne de valeur. Selon le récent rapport intitulé *État du financement pour la nature*⁷, les organisations financières, les investisseurs, les entreprises et les organismes publics peuvent soutenir ce changement en standardisant les mécanismes financiers soutenant le financement des solutions fondées sur la nature. En outre, l'entrepreneur recommande que les codes des investissements soient modifiés pour attirer des investisseurs plus ciblés et que les pouvoirs publics s'attachent à adapter les politiques afin de promouvoir l'investissement dans la restauration. Il exhorte les gouvernements à prendre acte de la crise climatique actuelle: «Au lendemain de la crise liée à la covid-19, les autorités locales ont élaboré des programmes pour tenter de compenser les pertes et de relancer l'économie, dans ce même effort d'adaptation à une économie renforcée et plus durable. Il a fallu une crise pour que cet état d'esprit apparaisse. Or la crise climatique que nous vivons dure depuis des dizaines d'années.»

Bien que les projets de la première cohorte de la Restoration Factory couvrent des thèmes et des régions diverses, toutes les propositions

d'entreprises indiquaient les retombées économiques, sociales et environnementales prévues. L'accent a été clairement mis sur l'utilisation durable des terres et des ressources, qui permet d'obtenir des produits de meilleure qualité, ainsi que sur les possibilités de création d'emplois par la localisation de la production et de l'approvisionnement en matériaux. Les entreprises axées sur les solutions naturelles et la restauration ont pour priorité d'améliorer les moyens de subsistance et le bien-être des communautés tout en préservant l'environnement et les ressources naturelles dont elles dépendent.

L'innovation apporte des solutions cruciales à de nombreux problèmes environnementaux, comme l'indique la sixième édition du Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial. Aussi, il est impératif de mobiliser les systèmes financiers et politiques pour mieux soutenir les entreprises axées sur les solutions naturelles et la restauration, selon le rapport *État du financement pour la nature*. Selon Bastien Loloum, «Une seule entreprise ne suffit pas à faire fonctionner une chaîne de valeur. Il faut que de nombreuses entreprises travaillent ensemble vers le résultat idéal que nous recherchons tous: l'avancement de la restauration des forêts.»



À propos de la Restoration Factory

La Restoration Factory a été créée dans l'idée que les experts de la restauration et du monde économique peuvent unir leurs forces pour reconstruire un avenir meilleur, dans lequel les services écosystémiques sont des éléments essentiels d'une transformation des entreprises vers plus de rentabilité, de prospérité et de respect de l'environnement. Il s'agit d'un programme d'apprentissage en ligne conçu par le PNUE, la FAO et l'UICN qui aide les entrepreneurs à développer des modèles économiques attrayants, en les soutenant de la conceptualisation, à la validation et enfin à la mise en œuvre. En outre, le programme fournit un appui aux entrepreneurs pour évaluer leur modèle économique, renforcer leurs capacités et étudier les accès au marché. L'initiative vise à créer une réserve d'opportunités pour la formation de partenariats commerciaux et financiers. Pour en savoir plus ou nous rejoindre en tant que mentor, cliquez [ici](#).



À propos du projet de financement de l'utilisation durable des sols du PNUE

L'Unité financements climatiques a pour objectif de déclencher de manière proactive et de développer des solutions financières innovantes pour transformer l'utilisation des sols afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris, le Défi de Bonn et les objectifs de développement durable (ODD).

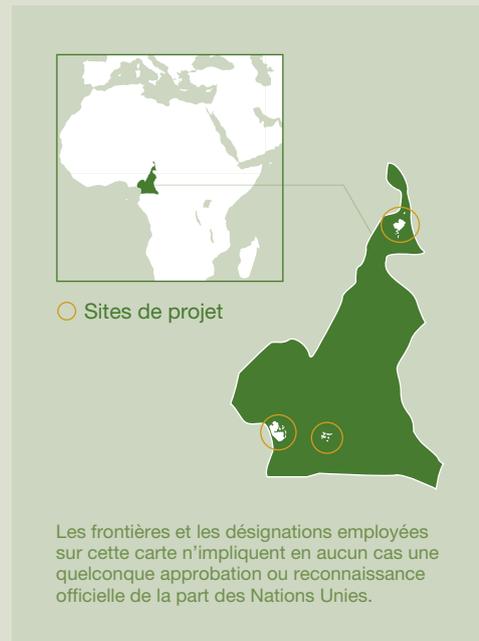
7 PNUE. 2021. État du financement pour la nature: Tripler les investissements dans les solutions fondées sur la nature d'ici à 2030. Nairobi. www.unep.org/resources/state-finance-nature.

LES ACCOMPLISSEMENTS DU TRI EN 2021

CAMEROUN

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Le projet a propagé plus de 105 042 plants – 46 982 plants de bambous, 54 060 de PFNL et 4 000 de palétuviers – qui seront utilisés pour la restauration des zones dégradées de Mbalmayo, Akomnyada, Dizangue, Mouanko, Makilinguaï et Aïssa-Hardé.
- Le projet a établi plus de 250 ha de plantations de bambou et de PFNL (68 ha à Douala Edea, 110 ha à Mbalmayo et 72 ha dans les paysages de Waza).
- Le projet a finalisé le plan d'influence des politiques en matière de restauration des paysages forestiers pour le Cameroun en vue de son approbation par le gouvernement camerounais.
- Le projet a soutenu le Ministère des forêts et de la faune dans la préparation et l'impression d'un manuel d'agroforesterie qui sera utilisé par l'administration forestière pour lister et attester la propriété privée et les bonnes pratiques des plantations forestières et des systèmes agroforestiers en place. Le projet a également soutenu la formation de plus de 250 administrateurs forestiers.



Des membres de la communauté plantent des PFNL dans les terres agricoles voisines de la réserve de faune du lac Ossa dans le cadre du projet TRI au Cameroun. Crédit photo : © Fogoh John MUAFOR.



Remédier aux conséquences involontaires de la production d'huile de palme dans la réserve de faune du lac Ossa, au Cameroun

Alors que l'expansion non réglementée s'accélère, le projet TRI au Cameroun contribue à préserver l'intégrité écologique de la réserve de faune du lac Ossa au bénéfice des personnes qui en dépendent.

La réserve de faune du lac Ossa au Cameroun, merveille écologique reconnue internationalement, est nichée dans une mosaïque composée de forêts pluviales, de forêts marécageuses d'eau douce et de grandes exploitations agricoles commerciales. Créée en 1948, la réserve comprend 4 000 ha et s'étend le long du plus long fleuve du Cameroun, la Sanaga, qui serpente à travers le paysage de Douala-Eda pour se jeter dans le golfe de Guinée. Une faune unique et menacée s'y nourrit et s'y reproduit, et la réserve est une source vitale d'aliments et d'énergie pour les habitants. Quelque 400 pêcheurs locaux travaillent sur le lac Ossa et un quart de la population pratique une agriculture paysanne sur les terres entourant le lac.

Cependant, l'utilisation non régulée par la population locale et l'expansion de l'agriculture industrielle menacent l'intégrité écologique de la réserve et, par conséquent, les personnes, les plantes et les animaux qui en dépendent. «Notre réserve est fortement dégradée par les activités humaines», explique Sylvain Ebog, gardien de la réserve de faune du lac Ossa. Les ressources publiques sont limitées et il n'y a pas suffisamment de personnel ni de forces de l'ordre pour faire respecter le périmètre de la réserve. Le projet TRI au Cameroun travaille donc avec le gardien et son équipe de huit personnes pour appliquer de nouvelles stratégies. Leur approche commune consiste à composer avec les personnes qui résident déjà dans la réserve et à les soutenir tout en empêchant que de nouveaux arrivants ne s'y installent.

Une clôture vive pour délimiter le périmètre menacé de la réserve

Depuis 2000, le sol riche et fertile de la région de Douala-Eda a attiré des entreprises agro-industrielles dans la région, où elles ont établi de grandes plantations d'huile de palme, au détriment des forêts⁸. Au fur et à mesure que ces plantations se sont étendues, les communautés de travailleurs de l'huile de palme ont rejoint les communautés autochtones et les populations locales vivant déjà le long ou à l'intérieur de la réserve. À mesure que les nouveaux arrivants s'installaient, ils défrichaient eux aussi les forêts pour mettre en place des exploitations vivrières; c'est là une conséquence involontaire de la production d'huile de palme. Aujourd'hui, un espace correspondant à plus de 20 pour cent de l'aire protégée a été transformé en terres agricoles. Aucun plan de développement n'est en cours d'élaboration pour la réserve; le résultat actuel est donc un paysage fragmenté, désastreux pour les espèces végétales et animales indigènes.

Afin d'empêcher l'empiètement et des défrichements supplémentaires à l'intérieur des limites de la réserve, Sylvain Ebog et son équipe construisent une clôture vive pour la séparer des étendues de terre voisines. Le projet TRI au Cameroun soutient l'équipe de la réserve en fournissant deux variétés de bambou indigènes, *Bambusa longinternode* et *Bambusa vulgaris*, en vue de les planter le long de la lisière de la réserve, qui disparaît peu à peu.

J'inclus des PFNL dans mes terres agricoles car, à maturité, ils me permettront de diversifier mes revenus

Evelyne Mbatchou, une veuve de 50 ans et mère de cinq enfants, qui possède une ferme près de la réserve.

8 Agribusiness Associates Inc. 2020. Case study on reducing food loss in palm oil in Cameroon. USAID. www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2021-02/2021_USAID_USDA_Cameroon-Palm-Oil-Case-Study.pdf.

Le bambou est un type de PFNL dont la valeur économique pour la population est reconnue. Une fois matures, les tiges de bambou peuvent être récoltées de manière durable par les populations qui vivent dans la réserve ou alentour, jouissant ainsi toujours de leur «droit d'utilisation». Le bambou a en outre une croissance remarquablement rapide, ce qui permet de revégétaliser des zones dégradées en peu de temps tout en soulageant les arbres à croissance plus lente. À ce jour, le projet TRI au Cameroun a permis au service de conservation de la réserve de planter et de faire pousser plus de 11 000 bambous.

Mettre les besoins de la restauration et ceux de la communauté sur un pied d'égalité

Le bambou n'est qu'un type de PFNL demandé par les habitants et distribué dans la région, parmi d'autres. Le projet TRI au Cameroun fournit d'autres plants de grande valeur directement aux agriculteurs pour qu'ils les plantent sur les zones déjà défrichées de la réserve. Près de 800 autres PFNL, dont des espèces comme le manguier sauvage (*Irvingia spp.*), le petit cola (*Garcinia cola*) et le safoutier (*Dacryodes edulis*) ont été plantés. En 2022, une pépinière plus grande sera établie pour produire 50 000 bambous et autres PFNL d'intérêt pour les habitants. Ces espèces, fournies aux agriculteurs vivant à l'intérieur et autour de la réserve, offrent des sources de revenus alternatives et contribuent à réduire la nécessité d'empiéter sur davantage de zones à l'intérieur de la réserve ou de défricher. À ce jour, plus de 48 agriculteurs intègrent désormais des espèces de PFNL dans leurs terres cultivées et le projet TRI au Cameroun offre une formation sur les techniques d'agroforesterie durable. Evelyne Mbatchou, une veuve de 50 ans et mère de cinq enfants, qui

possède une ferme près de la réserve, explique: «J'inclus des PFNL dans mes terres agricoles car, à maturité, ils me permettront de diversifier mes revenus.»

Ainsi, le bien-être des communautés et la restauration dépendent l'un de l'autre et les habitants acceptent de plus en plus «de participer à la mise en œuvre du projet», explique Sylvain Ebog. Grâce au soutien et aux ressources fournis par le projet TRI au Cameroun, il a constaté un intérêt et une participation accrus de la part non seulement des habitants qui vivent de la terre (indicateur important du succès à long terme des activités de restauration), mais également des autorités municipales, qui cherchent maintenant à étendre les efforts de restauration aux berges du fleuve Sanaga. Cet engagement actif constitue une base solide pour de nouvelles approches visant à soutenir les efforts de restauration en cours dans le pays.

L'équipe de la réserve de faune du lac Ossa et les partenaires locaux réfléchissent déjà à la manière de pérenniser les résultats qui équilibrent les besoins des habitants et les efforts de restauration de la forêt. Une piste potentielle consiste à intégrer les entreprises d'huile de palme dans ces efforts. Afin d'obtenir la certification de durabilité pour leur huile de palme, les entreprises doivent participer davantage au soutien et à la protection de la réserve, tout en adhérant aux standards mondiaux en matière de chaîne d'approvisionnement et de gouvernance multipartite. Le projet TRI au Cameroun et ses partenaires veulent ainsi faire en sorte, d'une part, que l'avenir de la réserve de faune du lac Ossa dépende de l'engagement des communautés locales, et, d'autre part, que leur action s'attaque aux causes systémiques de la dégradation des forêts et des paysages dans la région.



Communautés plantant des PFNL dans les terres agricoles voisines de la réserve de faune du lac Ossa dans le cadre du projet TRI Cameroun. Crédit photo : © FOGO John MUAFOR.

CHINE

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Le projet a préparé des plans individuels innovants de gestion forestière fondés sur la RFP pour sept SFF pilotes. Des mesures spécifiques, telles que le boisement, la replantation, les soins culturaux et la taille, ont commencé.
- Le projet a supervisé la réalisation du suivi des services écosystémiques clés et du statut socio-économique dans les sept SFF pilotes.
- Le projet a officiellement achevé les plans de RFP pour la ville de Bijie, le comté de Fengning et le comté de Xinfeng et les a communiqués aux autorités locales afin de promouvoir le développement écologique local.
- Le projet a soutenu le développement de six propositions bancables, qui concernent le financement du carbone, le tourisme forestier et les PFNL, soumises par six des sept SFF.
- En partenariat avec la SFF pilote de Mulan, le projet a élaboré un cours en ligne de foresterie en neuf leçons.
- Le projet a traduit et publié officiellement un guide de la MEOR.



Une équipe de tournage parcourt de longues distances avec une lourde caméra. Crédit photo : © Tian Jiajie.



Une ferme forestière chinoise met en ligne ses enseignements innovants

Le projet TRI en Chine a créé un cours de foresterie en ligne qui documente l'approche de la restauration et de la gestion des forêts adoptée par la ferme forestière d'État de Mulan, et la porte à la connaissance des forestiers de tout le pays.

Dans la région du nord-est de la Chine, une équipe de tournage de trois personnes parcourt la SFF de Mulan, l'un des huit sites d'activité du projet TRI en Chine. Elle est bien connue pour ses caractéristiques géographiques uniques et son approche innovante de la restauration des forêts. L'équipe de tournage s'y est rendue pour recueillir des images visant à présenter les principes de gestion du site pour un cours de foresterie en ligne co-développé par le projet TRI en Chine et le département de gestion forestière de Mulan.

L'approche de RFP est au cœur du cours de foresterie de Mulan. Elle donne la priorité non seulement à la fonction écologique des paysages forestiers, mais aussi aux innombrables façons dont les humains tirent parti de ces paysages et en dépendent. Cette approche se retrouve dans la stratégie de gestion de la SFF de Mulan, qui vise non seulement à augmenter la couverture forestière globale et à optimiser la végétation forestière par le biais du reboisement, mais aussi à garantir les services écosystémiques, comme le rôle géographique unique de la forêt en tant que barrière écologique contre les vents porteurs de sable qui se dirigent vers Pékin et Tianjin. En plus d'accorder une importance aux brise-vent, la SFF de Mulan privilégie la conservation de l'eau et la fixation du sable, ce qui renforce la capacité de la forêt à servir de barrière protectrice et à limiter la quantité de sable et d'autres particules déposées dans les villes. D'autres SFF qui travaillent avec le

projet TRI en Chine suivent une approche similaire pour hiérarchiser les services écosystémiques en fonction de leurs contextes géographiques respectifs.

Tian Guoheng, directeur de la SFF de Mulan, estime que de faire connaître son expérience pratique vécue de première main améliorera la visibilité de l'approche de RFP et renforcera la capacité et la confiance des forestiers à s'en servir pour faire pousser des forêts florissantes, plus diverses et productives dans tout le pays. La Chine compte environ 4 000 SFF, qui couvrent 77 millions d'hectares, soit 8 pour cent du territoire national. Historiquement, la gestion de ces SFF s'est concentrée sur la maximisation de la production de bois, généralement en ne plantant qu'une ou deux essences à haut rendement. Or l'expérience et les études montrent que les forêts gérées de cette manière sont particulièrement sensibles aux maladies et aux autres chocs et, surtout, qu'elles fournissent une gamme beaucoup plus restreinte de services écosystémiques que les forêts dont la gestion vise à imiter les forêts primaires ou que les forêts largement préservées de l'influence humaine. À l'inverse, les forêts naturelles, composées de nombreuses espèces d'arbres indigènes, stockent davantage de carbone, ont une meilleure résistance aux parasites et aux maladies, et offrent des conditions de croissance et des habitats plus adaptés aux plantes et aux animaux menacés.



Runoff Field for water conservation monitoring of Caoyuan SFF in Hebei Province. Photo credit: © NIU Jiayi.

La gestion forestière en Chine passe de l'augmentation de la quantité à l'amélioration de la qualité

Zhang Songdan, conseillère technologique en chef du projet TRI en Chine

Passer à la pratique

Une équipe de 32 personnes, provenant à la fois du projet TRI en Chine et du personnel de la SFF de Mulan, a conceptualisé le cours de neuf leçons en format vidéo. Il a fallu trois mois de planification, de rédaction et d'intégration des suggestions d'experts extérieurs pour élaborer les scénarios de cours. Les leçons en vidéo montrent comment la théorie et les principes de gestion de RFP, comme l'abandon de la monoculture et l'utilisation de nouvelles technologies, peuvent déboucher sur des forêts qui produisent davantage, notamment des services écosystémiques améliorés, des semis et du bois de meilleure qualité. Les leçons mettent également en évidence des stratégies pour entretenir les forêts à différents stades de développement. Selon Zhang Songdan, conseillère technologique en chef du projet TRI en Chine, le cours a le potentiel d'établir, de localiser et de généraliser les méthodes de RFP dans le pays, notamment dans d'autres SFF. «La gestion forestière en Chine passe de l'augmentation de la quantité à l'amélioration de la qualité», dit-elle. En prenant la SFF de Mulan comme exemple, d'autres SFF peuvent appliquer l'approche de RFP pour mieux évaluer leurs propres besoins, objectifs et activités.

Après huit semaines de post-production, Tian Guoheng est ravi du produit final. «Cela nous permet de revoir des connaissances familières d'un point de vue plus systématique, plus approfondi et plus objectif», explique-t-il. Le cours aide également les équipes des SFF à travers le pays à mieux comprendre les méthodes de RFP et à déterminer les domaines à améliorer. En 2021, le cours a été testé une première fois, avec succès. En 2022, les créateurs du cours prévoient de le mettre à la disposition des étudiants, des agroforestiers et du personnel des SFF. Ils envisagent également de le distribuer par d'autres canaux, par exemple en l'intégrant dans les programmes des écoles forestières. Il reste à voir si d'autres SFF suivront l'exemple et produiront leurs propres formations vidéo, mais

même si le cours de foresterie de Mulan devait rester unique, il comble un vide critique en matière de connaissances et complète les informations plus théoriques actuellement disponibles. Non seulement ce cours apporte une contribution importante aux efforts de restauration des forêts et à l'application des principes de RFP en Chine, ce qui était auparavant inaccessible à beaucoup, mais il encourage également d'autres SFF à compiler leurs propres connaissances et expériences – même si elles ne le font pas sous forme de vidéo.

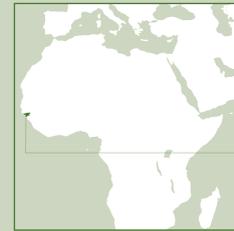


Suivi des services écosystémiques dans le SFF de Gonglianping, province de Guizhou. Crédit photo : © Shang Yanjun.

GUINÉE-BISSAU

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- En collaboration avec 10 villages partenaires (528 femmes et 807 hommes), le projet a planté 167 798 plants de palétuviers *Rhizophora* et *Avicennia* sur 82 ha.
- Le projet a distribué aux villages partenaires un total de 20,4 tonnes de semences de riz mieux adaptées à la salinité et plus aptes à survivre à des saisons de pluie moins régulières.
- Le projet a établi sept zones de jardin protégées de clôtures et a creusé des puits pour soutenir l'engagement des femmes et créer des activités alternatives génératrices de revenus. Le projet a également fourni quatre décortiqueuses à riz, des batteuses et des hangars couverts.
- Le projet a permis de former les villageois aux techniques de restauration des mangroves et à la gestion des bases de données.
- Le projet a soutenu la restauration de 287 ha de rizières, au bénéfice de 411 familles.



○ Sites de projet



Les frontières et les désignations employées sur cette carte n'impliquent en aucun cas une quelconque approbation ou reconnaissance officielle de la part des Nations Unies.

Périmètres horticoles et puits. Crédit photo : © IBAP, UICN, RICE & MANGROVE PROJECT, 2022.



Aider les communautés locales à inverser le cours de la dégradation des mangroves en Guinée-Bissau

Pendant des siècles, la riziculture a transformé le littoral de la Guinée-Bissau, altérant le paysage dont les mangroves ont besoin pour prospérer. Aujourd'hui, les habitants s'efforcent de préserver leur mode de vie en restaurant les forêts, en remettant en état les rizières et en explorant de nouvelles sources de revenus.

Les villages agricoles côtiers de Guinée-Bissau souffrent soit de trop, soit de trop peu d'eau. L'irrégularité des précipitations et la montée du niveau de la mer, conséquence des changements climatiques, menacent la viabilité des récoltes et des moyens de subsistance. Afin d'atténuer les effets néfastes dus à cette situation, le projet TRI en Guinée-Bissau s'est associé à 10 villages à risque qui s'efforcent d'inverser la dégradation côtière en marche depuis des années.

Il est essentiel d'introduire des changements pour préparer l'avenir. «Dans cinq ans, nous ne pourrons plus vivre ici», déclare Dominique Djata, chef de village de Jobel, un village situé sur la côte nord-ouest du pays. «Nous ne pouvons même pas imaginer être ici dans 15 ans», explique-t-il. La communauté de Djata sait que, sans les mangroves pour protéger le littoral, l'eau entrera dans les maisons lorsque le niveau de la mer montera. Dans cette optique, en 2021, le projet TRI en Guinée-Bissau a déployé ses efforts sur trois fronts pour restaurer la viabilité de ces communautés

rurales: 1) rétablir les écosystèmes de mangrove, 2) aider les ménages à diversifier leurs revenus et 3) réhabiliter la production traditionnelle de riz.

Coupler la restauration de la mangrove à la réhabilitation des rizières

Au fil des décennies, les agriculteurs de Guinée-Bissau ont acquis un riche patrimoine agricole traditionnel de culture du riz de mangrove. Les côtes sont pratiquement dépourvues de mangroves, à l'exception de quelques-unes qui servent de tampon contre les ondes de tempête et l'érosion. Les agriculteurs ont construit des digues – des remblais de terre – pour empêcher l'eau de mer de pénétrer et de détruire leurs cultures et pour détourner l'eau salée des tiges de riz. À cause de l'élévation du niveau de la mer, les digues ne sont plus efficaces pour protéger les cultures et les rizières sont de plus en plus abandonnées.

En échange d'une aide au renforcement des digues en terre et de la mise en place d'une gestion hydraulique avancée dans des zones stratégiquement importantes, les riziculteurs travaillant avec le projet TRI en Guinée-Bissau et l'ONG française Univers-sel se sont engagés à aplanir les digues autour des rizières abandonnées afin de permettre à l'eau de mer d'atteindre de nouveau les semis de palétuviers, ou propagules, qui ont pris racine par eux-mêmes. Ce processus de facilitation du renouvellement naturel des mangroves est appelé régénération naturelle assistée et est supervisé par les ONG nationales Tiniguena et AD, et par l'Agence de la biodiversité de Guinée-Bissau.

Malgré tout, il ne suffit pas toujours d'éliminer les digues et de laisser les mangroves se développer d'elles-mêmes. On plante alors également des propagules à la main. Depuis 2020, environ 168 000 plants de palétuviers ont été plantés et 464 ha de mangroves ont été restaurés avec l'aide de plus de 1 300 villageoises et villageois.

En Guinée-Bissau, la réhabilitation des rizières doit aller de pair avec la restauration des mangroves, notamment dans les villages les plus vulnérables. La réhabilitation des rizières garantit la sécurité alimentaire et la durabilité et, en protégeant et en

Le projet TRI en Guinée-Bissau fournit un ensemble holistique de soutien à la restauration des écosystèmes de mangrove, à la facilitation du renouvellement de la production traditionnelle de riz, à la distribution des matériaux vitaux et à la diffusion des connaissances

optimisant les récoltes des champs déjà utilisés, elle ralentit la conversion d'écosystèmes intacts en paysages modifiés. En outre, elle associe l'agriculture traditionnelle à des technologies plus efficaces, qui aident les villages à surmonter les effets négatifs de l'élévation du niveau de la mer et des pluies irrégulières.

Une dimension essentielle du soutien à la réhabilitation des rizières réside dans la distribution de semences de riz plus résistantes à l'eau salée et plus résilientes en cas de pénuries d'eau. En 2021, le projet TRI en Guinée-Bissau a fourni 20,4 tonnes de semences de riz à sept villages partenaires, ainsi que des machines importantes, telles que des batteuses et des décortiqueuses à riz et des poêles à bois plus efficaces. Trois variétés de riz sont fournies mais les deux principales sont le kablac et le yaka sow. Le kablac est une variété à cycle court, qui atteint sa maturité en 130 jours maximum. C'est un avantage lorsque la saison des pluies est plus brève. Cependant, elle nécessite une gestion systématique de l'eau et l'utilisation continue des digues. Le yaka sow a un cycle plus long mais produit plus: près de 3 tonnes/ha. Il est important de noter que les semences de riz fournies par le projet TRI en Guinée-Bissau ont été certifiées et sont plus susceptibles de germer par rapport aux semences utilisées par les agriculteurs locaux, qui sont souvent considérées comme génétiquement dégradées en raison du croisement de différentes variétés.

Soutenir les interventions visant à faire progresser la restauration sur plusieurs fronts

Il n'est pas suffisant de se concentrer uniquement sur la production de riz si l'on veut assurer la survie des communautés côtières en Guinée-Bissau. Pour aider les ménages des communautés locales à diversifier leurs sources de revenus en dehors de la production de riz, le projet TRI en Guinée-Bissau aide les agriculteurs, et en particulier les femmes, à créer de nouvelles zones d'horticulture, des

salines solaires et des parcs à huîtres. En 2021, près de 600 femmes issues de sept villages ont participé à l'aménagement de zones destinées à la création de jardins. Dans chacun des villages, une zone désignée a été clôturée et des puits ont été creusés, ce qui a permis de planter des oignons, des tomates, des piments, des poivrons, des gombos et des aubergines africaines.

Le projet TRI en Guinée-Bissau a fourni des équipements et une formation à 68 femmes supplémentaires pour produire du sel solaire. Ce type de sel est obtenu en faisant entrer de l'eau salée dans des étangs peu profonds. Avec l'exposition au soleil et au vent, l'eau s'évapore et laisse des cristaux de sel. Comme pour l'agriculture, il y a une saison pour la saliculture; la prochaine se tiendra de février à mai 2022. Chaque femme a reçu trois bâches en tissu synthétique résistant aux UV, qui ont une capacité de production potentielle de 50 kg de sel par jour. Cinquante autres femmes ont reçu du matériel d'ostréculture et ont été formées. Elles espèrent recueillir leur première récolte en octobre 2022. Le projet TRI en Guinée-Bissau s'est engagé à continuer d'initier 50 femmes chaque année à cette source de revenus prometteuse jusqu'en 2023, date à laquelle le projet prendra fin.

Ensemble, les efforts du projet TRI en Guinée-Bissau, de ses partenaires et des communautés locales contribuent à créer une voie plus durable pour les personnes qui donnent leur temps à ces fabuleux écosystèmes côtiers et en dépendent. Le projet TRI en Guinée-Bissau fournit un ensemble holistique de soutien à la restauration des écosystèmes de mangrove, à la facilitation du renouvellement de la production traditionnelle de riz, à la distribution des matériaux vitaux et à la diffusion des connaissances. Tout ce travail servira à améliorer le bien-être des habitants des villages côtiers uniques de la Guinée-Bissau et à faire renaître les forêts de mangrove malgré un avenir incertain.

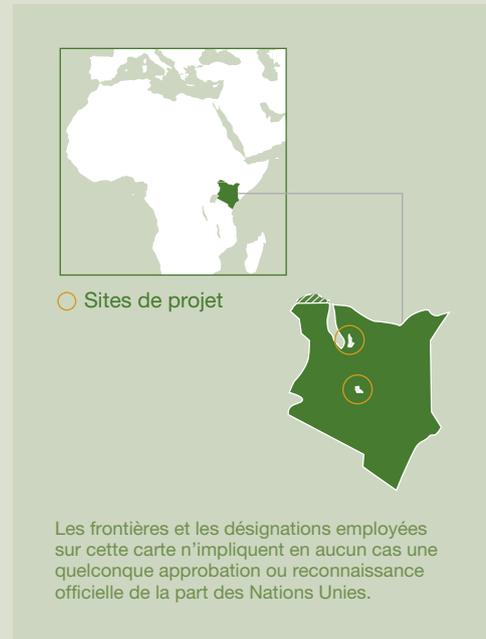


Formation sur l'ostréculture.
Crédit photo : © IBAP,
UICN, RICE & MANGROVE
PROJECT, 2022

LES TERRES ARIDES ET SEMI-ARIDES DU KENYA

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Le projet a appris à 90 membres de la communauté (13 femmes et 77 hommes) à créer des micro-captages dans deux zones de conservation adjacentes du paysage de Mukogodo dans le comté de Laikipia. Au total, 3 700 diguettes de micro-captage ont été construites sur une superficie de 46,2 ha.
- Le projet a appliqué le processus MEOR dans les deux paysages ciblés par le projet et a établi des cartes détaillées montrant la dégradation sur 27 874 ha du paysage du mont Kulal et 23 406 ha du paysage de Mukogodo.
- Le plan d'action quinquennal (2022-2026) pour la mise en œuvre de la restauration des forêts et des paysages (FOLAREP) élaboré par le projet, qui vise à restaurer et à gérer durablement les paysages déboisés et dégradés, a été examiné par un consultant en politiques et un plan d'influence des politiques connexe a été défini. Le FOLAREP révisé a été présenté pour étude à un large éventail de parties prenantes lors de conférences nationales et de réunions consultatives au niveau des comtés, en présence de hauts fonctionnaires.
- L'équipe du projet a examiné la réglementation forestière de 2016 (répartition équitable des avantages) en consultation avec l'Alliance nationale des associations forestières communautaires (NACOFA) et a recueilli les avis des communautés locales via 96 associations forestières communautaires.
- Le projet a révisé et lancé un plan de GFP amélioré pour l'écosystème du mont Kulal, qui couvre un total de 51 436 ha (5 670 ha dans la zone centrale et 45 766 ha dans la zone tampon). Ce plan de gestion prévoit la conservation de la biodiversité et la gestion de l'habitat des espèces sauvages dans la zone forestière en mettant en place un écotourisme à impact minimal (p. ex., randonnée, observation des oiseaux), une extraction contrôlée des ressources et l'entretien des sentiers de découverte de la nature.
- Le projet a également initié la conception d'une stratégie de commercialisation durable des PFNL en réalisant une analyse situationnelle du sous-secteur des PFNL dans le pays.
- Un système national de gestion des connaissances sur la RFP est en cours de développement.
- Les capacités des comités sur l'environnement des comtés ont été renforcées dans les trois comtés cibles et leur capacité à promouvoir les activités de RFP a été améliorée.



Une éleveuse kenyane donne de l'eau à son bétail à un point d'eau dans la forêt de Mukogodo. Crédit photo : © Luis Tato.



Un nouveau départ pour la réserve forestière de Mukogodo au Kenya

Les approches participatives de la gestion des terres sont essentielles pour régler les conflits d'utilisation des terres et préserver les modes de vie traditionnels dans les paysages inhospitaliers de la réserve forestière de Mukogodo, au Kenya.

Depuis des millénaires, la rareté de la pluie, les vagues de chaleur et la sécheresse, auxquelles il faut ajouter les activités humaines, ont façonné la réserve forestière nationale de Mukogodo au Kenya. Dans l'aride partie nord-est du comté de Laikipia, des années de compétition pour l'accès aux ressources locales et à leur maîtrise ont engendré une hostilité mutuelle et un climat conflictuel entre les différents utilisateurs de la forêt, qui ont des revendications concurrentes sur la terre: sur qui peut l'utiliser et comment. Les communautés autochtones Maasai, Dorobo et Yaaku agissent en tant que gardiens et dépendent des prairies pour nourrir leur bétail. Les pasteurs et les éleveurs locaux déplacent leurs troupeaux le long des routes migratoires traditionnelles depuis les plaines sèches jusqu'au mont Kenya, plus au sud, et les font paître dans la réserve⁹. Les conservateurs espèrent limiter l'activité humaine dans la région afin de protéger l'habitat de nombreuses espèces menacées. L'intensification des sécheresses rend la situation de la réserve plus précaire.

Le projet TRI dans les ASAL du Kenya et ses partenaires encouragent l'utilisation de la GFP pour restaurer la vitalité du paysage de Mukogodo et autonomiser les communautés par l'autodétermination

En 2021, les régions du nord ont reçu moins de 30 pour cent des précipitations normales et le gouvernement kenyan a déclaré la sécheresse actuelle, qui a débuté en septembre, catastrophe nationale. Les sécheresses deviennent plus fréquentes en raison des changements climatiques; leur occurrence a doublé depuis 1999¹⁰. La demande de ressources naturelles et la concurrence pour l'utilisation des sols augmentent donc considérablement. Plus de 23 000 ha de la réserve sont désormais considérés comme dégradés selon les résultats de la MEOR, appliquée par le projet TRI dans les ASAL du Kenya. Face aux conséquences désastreuses qui se profilent à l'horizon, le projet TRI dans les ASAL du Kenya et ses partenaires encouragent l'utilisation de la GFP pour restaurer la vitalité du paysage de Mukogodo et autonomiser les communautés par l'autodétermination.

Créer de nouveaux partenariats pour mettre fin à la dégradation des paysages

Les communautés doivent travailler ensemble en s'accordant sur une stratégie qui empêche la dégradation du paysage, en particulier au vu de l'intensification des conditions climatiques. Les pratiques de GFP sont essentielles pour à la fois répondre aux divers besoins des différents acteurs du comté de Laikipia et faire progresser la RFP. La GFP met l'accent sur l'importance de rôles bien définis, reconnaît les droits des différentes parties prenantes et souligne l'importance du compromis. Cette approche permet de restaurer les forêts et d'assurer une utilisation durable des ressources tout en garantissant aux populations des moyens de subsistance sur lesquels elles peuvent compter.

En 2021, le projet TRI dans les ASAL du Kenya a poursuivi son travail en établissant des liens entre les associations forestières communautaires, les éleveurs collectifs, les peuples autochtones et le gouvernement national. À titre d'exemple, la NACOPA, qui est le fer de lance de la GFP dans le pays, et le projet TRI dans les ASAL du Kenya examinent les politiques du pays afin d'identifier les

9 Oula Muok, B., Mosberg, M., Hallström Eriksen, S. E. et Onyango Ong'ech, D. 2021. The politics of forest governance in a changing climate: Political reforms, conflict and socio-environmental changes in Laikipia, Kenya. *Forest Policy and Economics*, 132 (2021) 102590. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2021.102590>.

10 PBS NewsHour. 2022. Kenya's worst drought in decades creates humanitarian crisis [enregistrement audio]. Arlington, USA. www.pbs.org/newshour/show/kenyas-worst-drought-in-decades-creates-humanitarian-crisis. [Consulté le 18 août 2022].



Paysage dégradé dans la région du Mt Elgon. Crédit photo : ©Richard Kaguamba.

lacunes de mise en œuvre et les futures réformes réglementaires nécessaires. Un autre exemple est le rôle joué par le projet TRI dans les ASAL au Kenya dans l'organisation d'ateliers pour plus de 106 associations forestières communautaires afin de discuter d'incitations à la protection des forêts, de toute réglementation relative à la répartition des bénéfices et des détails de la loi de 2016 sur la gestion et la conservation des forêts du pays. Cette loi définit les droits sur les forêts, établit les règles d'utilisation des terres forestières et prévoit la participation des communautés¹¹. Le projet TRI dans les ASAL au Kenya complète ces ateliers par des sessions de formation aux méthodes et aux évaluations de GFP. Dans l'ensemble, ces événements de renforcement des capacités contribuent au processus en cours, qui vise à établir une nouvelle stratégie de gestion pour la réserve, et à l'appui aux efforts déployés à l'échelle du pays pour améliorer le suivi, l'établissement de rapports et la diffusion des connaissances au niveau national. Chaque action organisée par le programme TRI dans les ASAL au Kenya offre des occasions de négocier la répartition des responsabilités et l'affectation équitable des bénéfices.

Afin de renforcer la participation de la communauté et le partage des bénéfices par le biais de la GFP, il est nécessaire de comprendre les synergies qui existent entre les partenaires qui travaillent directement avec la réserve forestière de Mukogodo et les autres sites de projets au Kenya. Ce processus participe à l'objectif central du projet TRI dans les ASAL au Kenya et de ses partenaires de renforcer le soutien au service forestier kenyan et de permettre aux associations forestières communautaires de s'assurer qu'elles sont bien

gouvernées. En fin de compte, la GFP permet aux institutions communautaires de donner aux utilisateurs des forêts les moyens de s'impliquer dans la restauration des forêts et dans les plans de gestion forestière proposés par le gouvernement. Ayant reconnu le potentiel de cette stratégie de gestion, le service forestier kenyan la renouvellera et en poursuivra l'utilisation pour la zone forestière de Mukogodo en 2022 et pour les années à venir.

Restauration dans la forêt de Mukogodo et ses environs

En plus de soutenir la conception de nouvelles stratégies de gestion qui intègrent la GFP, le projet TRI dans les ASAL au Kenya a fait d'importants progrès en matière de restauration sur le terrain. Depuis 2020, le projet TRI dans les ASAL au Kenya s'est concentré sur la restauration de la forêt de Mukogodo et du paysage associé. Le projet a permis d'initier plus de 8 600 personnes à la régénération naturelle assistée et à la régénération naturelle, aux avantages de l'ensemencement avec des graminées vivaces et à l'importance de surveiller la capacité de charge des pâturages. Plus de 43 000 ha sur l'ensemble des sites du projet, qui comprennent la réserve forestière de Mukogodo, font désormais l'objet d'une gestion améliorée et huit pépinières ont été établies afin de fournir des plants pour les plantations.

L'augmentation de la couverture globale d'arbres et d'herbes dans la réserve forestière de Mukogodo est essentielle pour aider les communautés locales à résister aux effets du dérèglement climatique et des plus fortes chaleurs. Ces plantes augmentent la résilience du paysage et des communautés qui

11 Kenya. Forest Conservation and Management Act, 2016 (N°34 de 2016). www.ecolex.org/details/legislation/forest-conservation-and-management-act-2016-no-34-of-2016-lex-faoc160882.

en dépendent. Les arbres et les herbes fixent le sol, empêchant ainsi l'érosion par l'eau et le vent et, à terme, la désertification – phénomène de dégradation des sols par lequel les terres fertiles deviennent de plus en plus improductives. Par exemple, l'herbe aux bisons (*Cenchrus ciliaris*), qui est en train d'être réensemencée dans le paysage, a un système de racines fibreuses qui est particulièrement profond et résistant, s'enfonçant sur plus de deux mètres. Les graminées vivaces aident également le sol à conserver son humidité et constituent une source de nourriture importante pour le bétail de pâturage, comme les bovins et les chèvres, et pour la faune sauvage. La restauration de ces paysages permet aussi de garantir des services écosystémiques, c'est-à-dire les divers avantages qui découlent de la diversité et de la complexité des environnements naturels et qui bénéficient aux populations.

Une autre intervention clé a abouti à un effort multipartite pour construire des micro-captages – diguettes semi-circulaires de terre rouge – pour éviter le ruissellement de l'eau¹². Plus longtemps l'eau de pluie est retenue le long des contours des diguettes, plus elle a de chances de s'infiltrer dans le terrain poussiéreux et de fournir suffisamment d'eau pour faire pousser les cultures et nourrir le bétail. Cette année, le projet TRI dans les ASAL au Kenya a soutenu la construction de 3 700 diguettes de micro-captage sur 46,2 ha dans la réserve. Plus important encore, les communautés participantes se sont engagées verbalement à ne pas faire paître leurs troupeaux dans la zone

nouvellement entretenue pendant deux ans. Ce système d'«enclos social» met en évidence la possibilité d'une collaboration entre des communautés d'origines sociales différentes ainsi qu'une propension à s'engager volontairement à respecter des restrictions en échange d'avantages mutuels. Les parties prenantes reconnaissent leur dépendance réciproque et la nécessité d'investir dans la restauration, et peuvent se concerter en sachant que l'approche de gestion est conçue pour promouvoir les intérêts de tous.

En 2022, le projet TRI dans les ASAL au Kenya étendra ses activités à 49 ha supplémentaires pour installer des fermes productrices de foin, destiné à nourrir le bétail pendant les saisons sèches, et pour planter des arbres indigènes autour de ces fermes. Il rétablira six autres projets d'infrastructure hydraulique hautement prioritaires dans l'espoir d'améliorer la gestion de l'eau pour plus de 3 000 personnes. Il facilitera également l'accès à l'eau pour la récolte et la transformation par les groupes de bioentreprises. D'autres efforts viseront à aider les autorités du comté à préparer un plan d'action pour l'environnement au niveau du comté, à finaliser le plan d'action pour la RFP, à renforcer les capacités concernant la mobilisation des ressources et les capacités des associations forestières communautaires en matière d'options de bioénergie durable à usage domestique, notamment. Associées à la GFP, ces actions de restauration en cours et à venir donnent à la réserve forestière de Mukogodo une chance de prendre un nouveau départ.



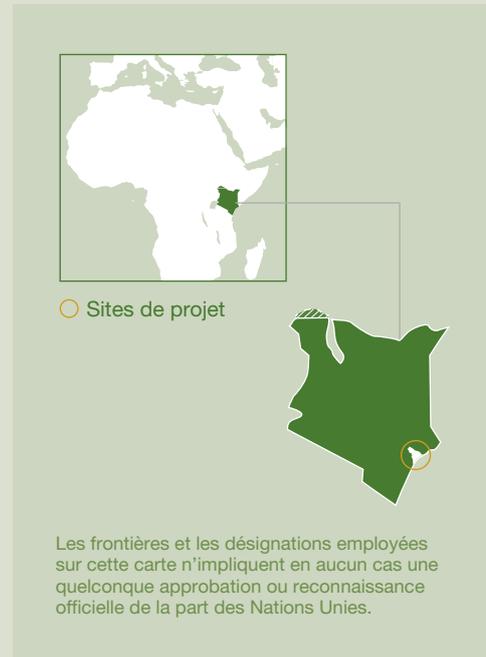
La forêt de Mukogodo. Crédit photo : © Luis Tato.

12 FARMESA. 2003. Soil and water conservation with a focus on water harvesting and soil moisture retention. Harare. www.fao.org/fileadmin/templates/nr/images/resources/pdf_documents/FARMESA_SWC1.pdf.

DELTA DU TANA AU KENYA

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Quelque 99 700 plants d'arbres indigènes ont été cultivés par 13 groupes communautaires et le service forestier kenyan. Le projet TRI dans le delta du Tana a soutenu ces efforts en créant des pépinières, en leur fournissant du matériel et en dispensant une formation sur la restauration.
- Le projet a appliqué le processus MEOR dans le delta du fleuve Tana. Les principaux résultats montrent que la superficie totale des terres dégradées dans le delta est d'environ 125 000 ha. Ces 125 000 ha se composent de 65 000 ha de pâturages, 27 000 ha de terres cultivées, 26 500 ha de zones humides et 6 500 ha de forêts.
- Le projet a initié l'enregistrement de la zone de conservation de la communauté autochtone de Tana en tant que réserve de faune sauvage, et continue de s'impliquer dans l'enregistrement de la Tana Delta Community Wildlife Conservancy Association, qui a été constituée pour gérer la nouvelle réserve.
- Le projet, en collaboration avec Nature Kenya, a aidé à mettre sur pied la structure de gouvernance de l'initiative Tana Delta Green Heart. Le secrétariat de Tana Green Heart est désormais opérationnel et un comité de développement est en cours de création.



Mangroves mchu plantées sur un site restauré à Kipini, dans le delta du fleuve Tana. Crédit photo : © Caroline Chebet.



Au Kenya, assurer l'avenir du delta du Tana grâce à la restauration communautaire

Avec le soutien du projet TRI Kenya Tana, les associations forestières communautaires enseignent aux habitants comment la restauration des mangroves et des arbres indigènes peut ouvrir la voie à un avenir sain et prospère.

Des centaines de plants de palétuviers se dressent sur une parcelle de terre à Kipini, village situé dans le delta du fleuve Tana au Kenya. Les plants nouvellement installés s'élancent vers le ciel malgré le soleil brûlant tandis que Riziki Bwanake, cheffe de village qui est née et a grandi ici, s'occupe délicatement des plantes. Cette villageoise fait partie des membres fondateurs de l'association forestière communautaire de Kipini, l'une des cinq avec lesquelles le projet TRI Kenya Tana travaille pour protéger et restaurer les paysages dégradés de la région.

Bien que manquant souvent de fonds ou de ressources techniques, les associations forestières communautaires soutenues par le service forestier kenyan et les autorités des comtés sont directement responsables de la gestion, de la protection et de la santé des ressources forestières locales. En collaborant avec ces associations, le projet TRI Kenya Tana fait progresser les efforts menés par les communautés pour élaborer des plans de gestion, établir des pépinières et organiser les plantations et les programmes de suivi, et renforce le soutien global à l'objectif du comté du delta du Tana de restaurer plus de 50 pour cent ou 200 ha de terres forestières déboisées et dégradées d'ici 2030. Ces efforts concernent notamment les mangroves de Riziki Bwanake.

Soutenir la restauration communautaire

L'association forestière communautaire de Kipini, dans laquelle œuvre Riziki Bwanake, s'efforce de lutter contre les menaces qui pèsent sur les mangroves, telles que la récolte non durable et

illégale des palétuviers, le défrichage des forêts pour l'agriculture, la sédimentation dans les zones de mangrove et l'élévation du niveau de la mer. Les 89 membres de l'association de Kipini ont déjà planté près de 100 000 jeunes palétuviers et ont créé deux pépinières de palétuvier qui contiennent plus de 50 000 plants. Ces efforts contribuent à préserver les neuf espèces de palétuviers présentes dans le delta du Tana, en vue d'améliorer la prospérité de la région.

L'association forestière communautaire de Kipini s'occupe également de restaurer les paysages forestiers avec des arbres indigènes. «Nos membres collectent des graines d'espèces d'arbres indigènes, qu'ils sèment directement ou qu'ils élèvent dans des pépinières pour les repiquer plus tard», explique la cheffe de village. Avec l'aide des cinq associations forestières communautaires et d'autres associations et comités participants, les membres ont collecté et semé un total de 8,6 tonnes de graines d'arbres indigènes dans des paysages dégradés. Le projet TRI Kenya Tana joue un rôle essentiel en fournissant un soutien financier pour la collecte de graines et l'établissement de pépinières. Malgré des contretemps causés par de longues périodes de sécheresse et par le pâturage du bétail, l'association de Kipini a restauré 72 ha de forêts dégradées avec des arbres indigènes.

Riziki Bwanake a vu de première main les retombées positives des activités du projet TRI Kenya Tana. Les formations et les informations fournies aux associations forestières communautaires améliorent considérablement les connaissances des membres de la communauté en matière de restauration du paysage et aident les habitants à affiner leurs compétences techniques, par exemple pour prendre

Nos communautés ont plus à gagner de paysages sains que de paysages dégradés. La restauration peut garantir un avenir durable et sauvegarder ces paysages essentiels pour nos enfants et les autres générations futures.

Riziki Bwanake, cheffe de village et membre fondateur de l'association forestière communautaire de Kipini

soin des plants de palétuviers. En 2021, le projet TRI Kenya Tana a aidé à organiser des mentorats et un échange éducatif dans les écosystèmes forestiers du mont Kenya et d'Arabuko-Sokoke. Les praticiens ont donné des informations techniques lors d'événements de mutualisation des connaissances et de renforcement des capacités organisés par le projet. Par exemple, les participants ont appris comment suivre avec précision le nombre d'animaux et de plantes, quelles sont les meilleures méthodes de collecte de graines et quelles sont les espèces végétales idéales pour la restauration dans la région.

Une partie clé de la formation s'est concentrée sur le suivi des progrès de la restauration. Par exemple, pour une meilleure protection des sites restaurés, les zones nouvellement ensemencées doivent être cartographiées, exercice qui a déjà été réalisé pour 1 000 ha. La mise en place d'un suivi complet de la restauration dépend des efforts déployés sur le terrain et de la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques. Elle s'appuie sur les membres de la communauté locale, comme Khaija Komora de l'association forestière communautaire de Chara. Cet habitant patrouille et surveille les forêts et informe les autorités lorsqu'il constate une exploitation illégale du bois ou qu'il trouve la trace du pâturage d'animaux. En réduisant les perturbations dans les zones ensemencées, les membres de l'association augmenteront la probabilité que les semis s'enracinent profondément et prospèrent.

Répartir les bénéfices de la restauration des paysages

Des dizaines de milliers de Kenyans dépendent directement ou indirectement du delta du fleuve Tana. Ils vivent d'activités telles que la pêche, le tourisme, l'agriculture paysanne, l'exploitation forestière et l'élevage. Malheureusement, cette forte dépendance épuise les ressources du delta plus vite qu'elles ne peuvent être reconstituées.

En parallèle du travail du comté du delta du Tana pour atteindre ses objectifs de restauration, les associations forestières communautaires et le projet TRI Kenya Tana font en sorte que les habitants profitent des avantages immédiats et futurs des paysages revitalisés. Khaija Komora souhaite que tous les habitants de la région comprennent que les mangroves «assurent notre survie». «Elles soutiennent nos activités touristiques tout en contribuant à prévenir l'érosion des côtes», explique-t-il, en faisant référence au fait que les racines et les feuilles des palétuviers obstruent l'écoulement de l'eau, offrant un tampon contre les ondes de tempête tout en stabilisant le sol au bord de l'eau. Il s'agit là d'un exemple de service écosystémique ou de bénéfice pour la vie humaine résultant d'un écosystème fonctionnel.

Des mangroves saines offrent des possibilités commerciales tangibles. Les arbres y produisent du bois durable et résistant à l'eau salée, que les habitants utilisent pour la construction de bateaux, de meubles et de bâtiments. Les graines de certaines espèces sont même utilisées pour soigner des affections médicales, comme les maux d'estomac, explique Sadiki Ramadhan, membre de l'association forestière communautaire de Kipini et spécialiste de la médecine traditionnelle.

Au-delà de la valeur commerciale et médicinale des palétuviers, les mangroves constituent un élément unique du paysage dans le pays, sur le continent et dans le monde entier. Le delta du Tana est considéré comme une zone de biodiversité clé en raison de la l'abondance des plantes et des animaux qu'on y trouve. Les espèces sauvages attirent les touristes et les ornithologues amateurs sur la côte kenyane et revêtent une grande importance pour les communautés de pêcheurs. Guidés par les associations, les habitants des communautés locales et des villages alentour s'efforcent constamment d'établir un équilibre qui permette que leurs besoins quotidiens soient satisfaits et que la campagne de restauration en cours tienne ses promesses. Riziki Bwanake est consciente de l'espoir que représentent ses plants de palétuviers. «Nos communautés ont plus à gagner de paysages sains que de paysages dégradés», dit-elle, en ajoutant: «La restauration peut garantir un avenir durable et sauvegarder ces paysages essentiels pour nos enfants et les autres générations futures.»



Riziki Bwanake, membre de l'association forestière communautaire de Kipini, inspecte avec un collègue des plants de palétuviers mchu plantés sur l'un des sites de restauration à Kipini, dans le delta du fleuve Tana. Crédit photo: © Caroline Chebet.

MYANMAR



Arbre à diptérocarpacées dans la zone de la grotte de la chauve-souris dans le canton de Kanbalu. Crédit photo : © Bo Lager et Htet Eain Khant.

Le projet de l'Initiative pour la restauration au Myanmar est suspendu à la suite du coup d'État militaire

Un coup d'État militaire survenu au début de l'année 2021 a entraîné une suspension de deux ans des activités du projet TRI au Myanmar.

Le projet TRI au Myanmar a été officiellement suspendu pour deux ans en novembre 2021 en raison d'un coup d'État militaire intervenu dans le pays en février. Le nouveau régime militaire ayant déclaré un état d'urgence d'un an, l'UICN a décrété que les conditions politiques dans le pays d'Asie du Sud-Est constituaient un obstacle aux plans et activités de restauration du projet TRI au Myanmar. Ce bouleversement politique fait suite à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de covid-19, qui avaient retardé la finalisation de l'accord d'exécution du projet entre l'UICN et le Département des forêts du Myanmar en 2020. Si peu d'activités ont pu être menées après le coup d'État, de nombreuses autres ont été mises en place avec succès par le projet TRI au Myanmar depuis son instauration.

Progrès réalisés depuis le début du projet

En 2019, l'équipe de TRI au Myanmar a achevé le lancement du projet avec la pleine participation des administrations nationales et régionales. L'équipe a organisé des ateliers portant sur la MEOR au niveau des régions et des cantons et a collaboré étroitement avec les partenaires du projet, notamment le Département des forêts du Myanmar, The Nature Conservancy (TNC) et le Réseau de réhabilitation-conservation de l'environnement du Myanmar (MERN). Ces ateliers ont été suivis par 432 participants issus d'ONG, du secteur privé, des communautés locales, etc.

Sur la base d'une analyse préalable au niveau national, l'évaluation MEOR a identifié 29 zones pouvant bénéficier de la RFP, sur une superficie d'un peu moins de 292 000 ha. L'Initiative pour la restauration intègre dans ses projets des approches de RFP visant à restaurer la fonctionnalité écologique d'une forêt déboisée ou dégradée tout en améliorant le bien-être humain. Dans le cadre de cette évaluation globale, le projet TRI au Myanmar a lancé deux études menant une analyse coûts-avantages des options de restauration dans six villages de la région sèche et centrale de Sagaing. Il a été déterminé que les plantations de *Sterculia versicolor*, arbre indigène qui produit de la résine et une graine riche en huile utilisée en cuisine, ont le plus fort potentiel de retour sur investissement. D'autres aspects importants ont été mis en évidence dans les évaluations, notamment l'importance des PFNL tels que les fruits à coque et les fruits frais, les gommages, les champignons, les herbes, les poissons et le gibier pour les communautés forestières du Myanmar, et la nécessité que les lois locales règlementent la récolte non commerciale de ces produits, qui a atteint des niveaux non durables.

L'analyse coûts-avantages des efforts de restauration dans la région de Sagaing s'accompagne de rapports sur la faune et la flore, notamment d'une évaluation STAR. Le projet TRI au Myanmar et ses partenaires s'en sont servis pour déterminer quelles actions étaient nécessaires et à quelle échelle pour protéger les espèces uniques du pays. La somme de ces connaissances a été intégrée dans des plans annuels de gestion et de restauration durables et efficaces pour les six cantons du projet. À titre d'exemple, les activités prévues comprenaient la restauration de l'habitat de l'éléphant d'Asie (*Elephas maximus*), la distribution de plants d'arbres aux groupes d'utilisateurs de la forêt communautaire et une surveillance accrue de la forêt au moyen de patrouilles.

Évolution pendant la pandémie de covid-19

En 2020, le personnel de TRI au Myanmar, qui a dû travailler à domicile en raison des directives gouvernementales adoptées pour endiguer la pandémie de covid-19, est resté actif dans la promotion des approches de RFP au Myanmar. Il a notamment signé un partenariat avec TNC visant à soutenir les efforts d'amélioration de la situation sur le plan des politiques au Myanmar. Le projet TRI au Myanmar a soutenu, d'une part, le Programme de restauration et de réhabilitation du Myanmar en plaidant pour que les principes de la RFP et de la MEOR soient inclus dans les priorités nationales et a recommandé, d'autre part, la formation d'un groupe de travail national sur la restauration des forêts et des paysages.

Malgré les restrictions liées à la pandémie, des membres du Département des forêts du Myanmar ont participé à un atelier sur les PSE soutenu par TRI. Le système des PSE permet aux propriétaires fonciers et aux agriculteurs qui participent de recevoir des incitations financières pour gérer leurs terres de manière à garantir la fourniture de services écologiques bénéfiques à la population locale et à l'écosystème. À l'issue de cet atelier, le Département des forêts du Myanmar s'est engagé à évaluer le potentiel des PSE dans la mise en place d'une gestion améliorée du bassin versant de Thapandzik. Le bassin versant et le barrage de Thapandzik constituent la principale source d'approvisionnement en eau pour plus de 200 000 ha de terres utilisées pour les rizières. Le projet TRI au Myanmar était en train de mettre au point une proposition comprenant un système de PSE pour cette zone.

Un comité de pilotage du projet a également été créé, présidé par le directeur général du Département des forêts du Myanmar. Cependant, aucune réunion formelle n'a eu lieu. En fin de

Le projet TRI au Myanmar a soutenu, d'une part, le Programme de restauration et de réhabilitation du Myanmar en plaidant pour que les principes de la RFP et de la MEOR soient inclus dans les priorités nationales et a recommandé, d'autre part, la formation d'un groupe de travail national sur la restauration des forêts et des paysages

compte, la crise sanitaire mondiale a retardé considérablement le travail de restauration sur le terrain. L'accord de mise en œuvre entre l'UICN et le Département des forêts du Myanmar est notamment toujours en suspens.

Reprise des opérations sur le terrain

En 2021, le projet TRI au Myanmar a pu reprendre la mise en œuvre de la RFP et un éventail d'activités complémentaires. Celles-ci comprennent les éléments suivants: mise en place de systèmes agroforestiers restaurateurs, soutien aux groupes d'utilisateurs des forêts communautaires, facilitation de la régénération assistée et naturelle des forêts, conservation de la biodiversité, prise de mesures biologiques pour la conservation des sols et de l'eau telles que les clôtures vives et le drainage naturel, et création de corridors pour les éléphants – chemins en terre étroits qui relient les habitats des éléphants entre eux et aident à réduire les pertes animales.

À cause de l'évolution dramatique du climat politique au Myanmar, il ne serait pas raisonnable pour le projet TRI de continuer ses opérations dans le pays. Toutefois, «si le projet devait être autorisé à reprendre, certaines interventions sont dans la liste des priorités», explique Bo Sann, spécialiste de la gestion des connaissances du projet TRI au Myanmar. Par exemple, les premières activités pourraient inclure une analyse des parties

prenantes et de l'ouverture au projet, à réaliser au sein des communautés locales résidant dans les six cantons concernés. La propagation de la guerre civile dans tout le pays pourrait susciter un mépris non seulement envers les militaires, mais aussi les services de l'État et leurs initiatives, y compris le projet TRI au Myanmar. En outre, il pourrait être avantageux que les priorités initiales couvrent trois domaines clés: la restauration des forêts dégradées par l'exploitation illégale du bois, la promotion de la participation locale à la gestion des ressources naturelles et le renforcement de la gouvernance forestière.

Il est important de noter que des documents de communication et d'information sur les efforts du projet TRI au Myanmar et une analyse des changements d'utilisation des terres ont été produits et communiqués aux partenaires et aux gardes forestiers lors de visites sur le terrain dans les zones protégées, et lors d'ateliers. Ces supports comprennent des dépliants, des affiches et les versions en anglais et en birman du guide de la MEOR, et font partie d'une stratégie plus large de gestion des connaissances visant à diffuser des informations sur le projet. Cette stratégie vise à familiariser les parties prenantes avec la mise en œuvre de la RFP et les changements d'utilisation des terres et à renforcer leurs connaissances en la matière, afin d'éveiller leur intérêt et de faciliter leur participation dans la RFP lorsque le projet TRI au Myanmar sera en mesure de reprendre ses efforts de restauration.



Cave à chauve-souris dans la commune de Kanbalu. Crédit photo : © Bo Lager et Htet Eain Khant.

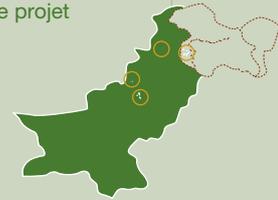
PAKISTAN

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Le projet a distribué un total de 326 950 arbres forestiers et 20 800 arbres fruitiers sur les quatre sites du projet, bénéficiant à 5 440 petits exploitants agricoles supplémentaires (1 267 femmes et 4 173 hommes) et permettant de restaurer 321 ha de terres, dont 24 ha de plantation en bloc. Cinq mille huit cent arbres fruitiers et 96 750 arbres forestiers additionnels ont été fournis par les départements des forêts et de la faune sauvage du Baloutchistan et de Khyber Pakhtunkhwa à titre de contribution en nature au projet.
- Le projet a mis en place deux unités de transformation de pignons dans deux districts afin d'autonomiser les communautés des forêts de chilgoza, d'améliorer leurs revenus en allongeant la durée de conservation de cette denrée alimentaire, de créer des opportunités d'emploi alternatives, en particulier pour les femmes, et d'impliquer les communautés locales dans les affaires, le commerce et l'entrepreneuriat local liés aux pignons de chilgoza.
- Le projet a distribué 1 000 poêles économes en énergie et 200 gazéificateurs à des bénéficiaires sélectionnés afin de contribuer à réduire la pression sur les ressources en bois pour la cuisine et les usages domestiques.
- Les comités de protection et de conservation des forêts de chilgoza (CFPCC) ont reçu 300 boîtes à outils de récolte afin d'assurer une cueillette durable et sûre des pignons de chilgoza.
- Le projet a formé 195 membres de la communauté des CFPCC aux techniques de plantation d'arbres.



○ Sites de projet



Les frontières et les désignations employées sur cette carte n'impliquent en aucun cas une quelconque approbation ou reconnaissance officielle de la part des Nations Unies.

Les lignes en pointillés représentent de façon approximative la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire établi entre l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été convenu par les parties.

Vue d'un paysage dégradé au Pakistan. Crédit photo : © Christophe Besacier.



Une chaîne de valeur pour les pignons sauve les forêts de chilgoza menacées au Pakistan

Le projet TRI au Pakistan renforce les capacités de transformation locale des pignons de chilgoza dans les régions du nord du pays. Ces actions contribuent à revitaliser ces précieuses forêts tout en protégeant les moyens de subsistance.

Les forêts de pins chilgoza du Pakistan font partie des forêts tempérées sèches situées au pied des montagnes de l'Himalaya. Les arbres produisent une noix comestible connue pour sa saveur crémeuse qui est très appréciée et constitue une importante source de revenus pour les communautés locales. Ces dernières années, la demande de pignons de pin a explosé, tant au niveau local qu'international, et le Pakistan est désormais le troisième producteur mondial de pignons de pin, après la Chine et la Fédération de Russie. Malheureusement, cette demande croissante est associée à de mauvaises pratiques de gestion forestière, qui menacent la durabilité des forêts de chilgoza du Pakistan, la production de pignons et les moyens de subsistance des communautés.

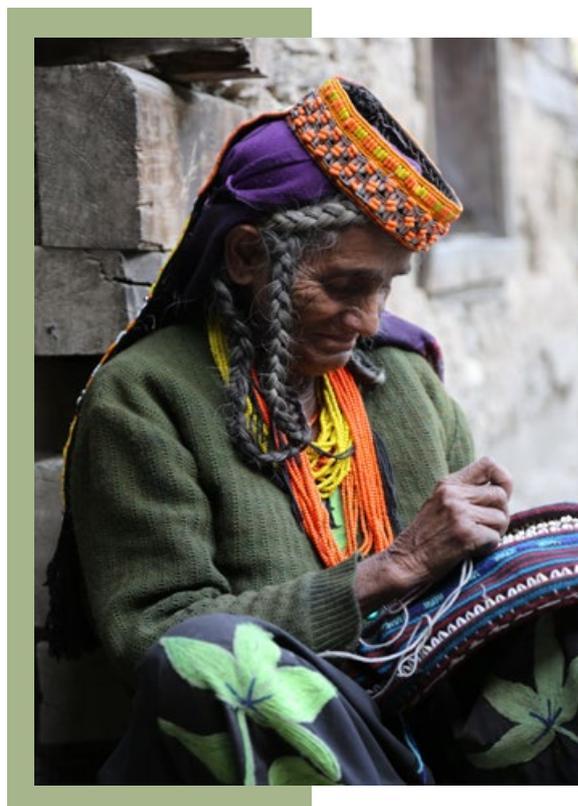
Si elle n'est pas maîtrisée, la récolte non durable alimente un cercle vicieux qui empêche les pins et les autres végétaux de se reconstituer d'eux-mêmes – un processus appelé régénération naturelle. L'absence de régénération a des conséquences sur l'ensemble de l'écosystème forestier et réduit la possibilité pour les habitants de compter sur la forêt comme source de nourriture pour le bétail, de combustible et d'autres produits, tels que les plantes médicinales, les champignons et le miel. Pour relever ces défis de manière à conserver le bien-être des communautés locales, le projet TRI au Pakistan renforce la chaîne de valeur des pignons dans quatre districts: Sherani dans la province du Baloutchistan, Chillas dans la région de Gilgit Baltistan, et Chitral et le Waziristan du Sud dans la province de Khyber Pakhtunkhwa. Cette chaîne de valeur améliorée tient mieux compte des effets néfastes de la déforestation tout en mettant en évidence les avantages de la restauration. Elle incite également à une meilleure gestion de ces forêts importantes sur le plan écologique et social.

Créer des opportunités économiques

Le projet TRI au Pakistan, en collaboration avec le Département des forêts du Pakistan, promeut une approche de gestion intégrée qui enseigne et applique des pratiques de gestion fondées sur la science, l'utilisation de techniques de récolte durables et des méthodes améliorées de post-récolte, qui préservent le nombre décroissant de pins sains. En 2020, les 14 CFPC, au sein desquels les communautés jouent un rôle

participatif en soutenant la gestion, la protection et la restauration des forêts au niveau local, ont adopté des mesures qui ont constitué la base des réussites du projet en 2021. Ces mesures définissent des quantités de cônes pouvant être prélevées au cours des saisons autorisées, interdisent la récolte commerciale à grande échelle et donnent la responsabilité de la surveillance et de l'application des règles à la communauté en prévoyant des amendes en cas d'infraction, pour la collecte de cônes non mûrs par exemple.

En s'appuyant sur un cadre de bonnes pratiques et une application solide des règles, le projet TRI au Pakistan a pu établir deux unités de transformation des pignons de pin à Sherani et à Chitral en 2021, portant le total des unités installées par le projet à quatre depuis son lancement. Les unités de transformation permettent un nettoyage, un classement, un lavage, un séchage, une torréfaction et un conditionnement plus efficaces des pignons, ce qui augmente leur durée de conservation globale. Ils renforcent également l'autonomie



Femme Kalash en train de coudre. Crédit photo : © Christophe Besacrier.

Le projet TRI au Pakistan semble prouver que conjuguer l'amélioration du bien-être des personnes au soutien des moyens de subsistance locaux et à la garantie d'une source de revenus régulière crée un intérêt pour la conservation et la restauration de paysages précieux

des utilisateurs de la forêt, créent de nouvelles possibilités d'emploi, en particulier pour les femmes, et intègrent davantage de communautés dans les opportunités et le commerce liés au chilgoza. En fin de compte, cette autosuffisance dans le processus de récolte et de post-récolte fournit aux communautés une assurance à long terme en matière de revenus et d'emploi, tout en incitant à une meilleure gestion et protection des ressources. Elle permet aux communautés non seulement de collecter, griller, trier et emballer les pignons de manière durable, mais aussi de faciliter leur accès direct au marché national. Avoir un accès direct donne le moyen aux populations locales d'obtenir une part plus importante des revenus générés par les ventes de pignons que ce qui était possible auparavant.

Les quatre unités de transformation installées par le projet ont connu un succès retentissant, permettant de transformer un peu moins de 60 000 kg de pignons en 2021. Cette production a généré 90 millions de roupies pakistanaises

(513 000 dollars) de gains dans les districts; aussi, en raison de la forte demande, le projet TRI au Pakistan vise maintenant à établir quatre unités supplémentaires. Cette bonne réception souligne ce que peuvent offrir les petites entreprises de transformation pour le développement économique du pays.

Intégrer la régénération dans la chaîne de valeur

En plus de permettre un processus de post-récolte indépendant, le projet TRI au Pakistan soutient la régénération naturelle en améliorant la gestion et la collecte des pignons. Dans le passé, les pommes de pin chilgoza qui contiennent les pignons étaient récoltées de manière grossière. Les récolteurs coupaient des branches entières ou, pire encore, abattaient un arbre entier pour s'assurer que tous les cônes présents étaient récoltés. Non seulement ce type d'exploitation endommage l'arbre, ce qui rend la régénération naturelle plus difficile, mais il a également des retombées sur les oiseaux, les



Graines comestibles de la noix de pin Chilgoza (*Pinus gerardiana*) extraites du cône. Crédit photo : © Faizul BARI.

pollinisateurs, ainsi que sur des plantes et des animaux uniques, notamment la panthère des neiges (*Panthera uncia*), rare et vulnérable, le lynx de l'Himalaya (*Lynx lynx*) et le markhor du Cachemire (*Capra falconeri*) qui dépendent des forêts pour s'abriter et se nourrir.

En 2021, le projet TRI au Pakistan a dispensé des formations et fourni 300 boîtes à outils pour promouvoir une récolte qui cause moins de dégâts aux premiers stades de la chaîne de valeur. Chaque boîte à outils comprenait un écheloir de qualité, une ceinture de sécurité, un casque, des gants, des chaussures à bouts renforcés, des crampons d'escalade, des sécateurs à pomme de pin et des produits pour éliminer la résine. L'utilisation de cet équipement permet de préserver les arbres et les branches car les pommes de pin peuvent être extraites plus facilement. Il est important de noter que ces kits rendent la récolte plus sûre et ont contribué à réduire considérablement le nombre de blessures et de morts accidentelles. En 2018, tous districts confondus, 26 personnes ont été blessées et cinq ont été tuées en récoltant des pignons de chilgoza. En 2021, seuls trois blessés et un mort sont à déplorer. Le projet a également apporté un soutien en fournissant aux agriculteurs des machines à casser les pommes de pin et en distribuant 1 000 poêles économes en énergie et 200 gazéificateurs, qui sont des poêles à faible coût

qui produisent du combustible à partir de déchets agricoles. L'effet de ces poêles et gazéificateurs sur la réduction de la demande de bois de chauffage récolté dans la forêt sera évalué en 2022.

Même avec ces améliorations, il reste de nombreuses incertitudes qui pourraient mettre en péril les progrès réalisés dans le renforcement de la chaîne de valeur des pignons et la restauration des forêts de pins chilgoza du Pakistan. Ces incertitudes comprennent une économie peu performante, une recherche et des conseils techniques limités, ainsi qu'une commercialisation inadéquate et un marché peu fiable. En outre, pour voir le développement de l'activité à plus grande échelle, il faudra que les pouvoirs publics soutiennent l'amélioration des infrastructures afin d'atténuer les contraintes subies par les agriculteurs, les fabricants d'équipements et les transformateurs tout au long de la chaîne de valeur. Cependant, malgré ces fragilités, le projet TRI au Pakistan semble prouver que conjuguer l'amélioration du bien-être des personnes au soutien des moyens de subsistance locaux et à la garantie d'une source de revenus régulière crée un intérêt pour la conservation et la restauration de paysages précieux. La progression de l'autonomisation des communautés locales reste la clé de la réussite du projet et est indispensable pour faire revivre les écosystèmes de la forêt de pins chilgoza pour les générations à venir.

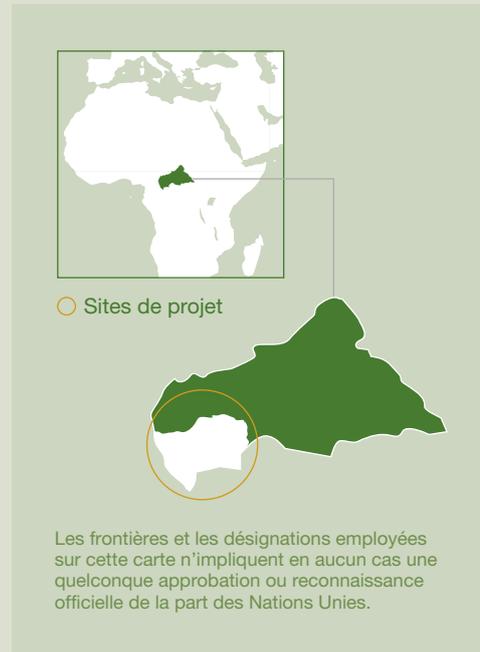


Séchage au soleil de graines de pin, forêt de Chilgoza.
Crédit photo : © Faizul BARI.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Le projet a déterminé que les fronts pionniers actifs de la dégradation forestière étaient des zones potentielles de restauration sur la base d'un examen des plans officiels de développement local et d'une analyse des données géospatiales relatives aux zones pilotes.
- Le projet a recensé des opportunités de restauration dans la périphérie de la ville de Pissa ainsi que près de la limite de l'aire protégée de Dzanga-Sangha dans le territoire du village de Mona Sao.
- Le projet a mis en place des périmètres de restauration dans cinq villages de la région de Pissa avec la participation active des membres de la communauté. Cette étape permet de cartographier et de transférer les activités de restauration sur le terrain, telles que le reboisement, l'agroforesterie ou la régénération naturelle assistée. Au total, les périmètres délimitent environ 500 ha, et le projet de forêt communautaire couvre plus de 5 000 ha.
- Le projet a réalisé ses premières activités de régénération naturelle assistée avec la communauté locale en utilisant des jeunes arbres obtenus à partir de graines d'essences locales. L'équipe de TRI a supervisé la collecte des graines dans la forêt et leur culture dans une pépinière. Les plantations d'arbres ont concerné des variétés d'ayous (*Triplochiton scleroxylon*) et de khaya (*Meliaceae*) et couvraient 25 ha.
- Le projet a effectué une analyse des avantages supplémentaires pour la FAO de soutenir l'initiative Centraforest, développée dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le Ministère des forêts centrafricain. Cette initiative soutient l'établissement de 200 ha de plantations agroforestières dans la région de Boutili, à 50 km au nord-ouest de Bangui.
- Le projet finalise les opérations en bordure de l'aire protégée de Dzanga-Sangha sur le site de Mona Sao, qui seront réalisées dans le cadre d'un protocole d'accord avec le Fonds mondial pour la nature (WWF).



Opération de plantation, site FLR dans la municipalité de Pissa. Crédit photo : © Unité de communication FAO RCA.



Les villageois s'unissent autour d'un projet de forêt communautaire en République centrafricaine

La communauté locale a demandé le soutien du projet TRI en RCA pour obtenir l'officialisation d'une forêt communautaire attendue depuis longtemps. En cas de succès, la forêt serait la première à recevoir une reconnaissance officielle, et permettrait ainsi de faciliter l'accès à une aide pour les futurs efforts de restauration.

La RCA est connue pour sa beauté naturelle, sa faune incroyable et l'abondance de ses ressources naturelles, qui font vivre la grande majorité de ses populations locales. Toutefois, elle est également connue pour souffrir depuis des décennies d'instabilité et de faible croissance économique, qui ont conduit à l'insécurité alimentaire et à une extrême pauvreté. Une constellation de facteurs fait que les ressources forestières, comme la viande sauvage, le bois de construction, le bois de chauffage et les terres pour l'agriculture paysanne, sont très prisées. À défaut de sources alternatives de nourriture et de revenus, la survie de beaucoup est liée à la prolifération de pratiques agricoles non durables. Cette réalité quotidienne est la toile de fond qui rend les activités de RFP particulièrement pertinentes pour la RCA, car elles soutiennent l'amélioration constante des systèmes écologiques tout en permettant un meilleur bien-être humain.

L'équipe de TRI en RCA, dont le projet n'est pleinement opérationnel que depuis novembre 2020, a passé une grande partie de l'année 2021 à recenser les possibilités de restauration tout en gagnant la confiance et le soutien de la population et des institutions locales. Elle a présenté des cartes et des plans de restauration qui ont permis à différents groupes d'utilisateurs de la forêt, tels que les peuples autochtones, les jeunes, les femmes et les commerçants, de se renseigner sur le projet TRI en RCA, sur ce qu'il accomplira et, surtout, sur les conséquences qu'il aura sur leur vie. Ce dialogue exhaustif initié par le projet TRI en RCA est un exemple de gestion forestière participative (GFP), mode de gestion qui s'appuie sur une planification par la base impliquant de multiples parties prenantes, notamment les groupes vulnérables, à tous les niveaux du processus de restauration.

Une forêt communautaire très attendue

Les chefs de village et les dirigeants communautaires éminents des villages regroupés de Pissa, Bombé, Boyama, Boyali et Bongombé, dans le sud-ouest du pays, cherchent depuis longtemps à protéger les forêts et les milieux environnants. C'est lors de réunions en personne sur les sites du projet que l'équipe du projet TRI en RCA a été informée des efforts coordonnés de trois villages pour établir une forêt communautaire. Les

forêts communautaires confèrent aux populations locales des droits à long terme d'utilisation et de gestion des ressources forestières et permettent aux utilisateurs de la forêt d'en tirer un maximum d'avantages pour leurs moyens de subsistance. Les villages ont même fourni au projet TRI en RCA des documents municipaux officiels remontant à 2014. Cependant, malgré des tentatives successives, il n'y a aucune trace de suivi de la part des autorités administratives. Intervenant après quasiment une décennie de demandes infructueuses, la perspective de voir le projet TRI en RCA prendre la tête de la demande de forêt communautaire a suscité enthousiasme et soulagement.

Reconnaissant l'importance de cette initiative villageoise, le projet TRI en RCA vise à appuyer le projet de forêt communautaire en finançant une zone délimitée pour les activités de restauration dans la région de Pissa et ses villages périphériques. L'équipe de TRI soutiendra également le développement d'un plan de gestion pour la forêt communautaire, condition préalable



Chenilles d'*Imbrasia epimethea* sur des branches d'*Acacia auriculiformis*. Crédit photo : © Philippe Duchochois et Bienvenu Kemanda Yogo.

Les villageois espèrent voir leurs forêts consacrées à la conservation des plantes et des animaux tout en étant autorisés à pratiquer une chasse viable sur le plan écologique dans une zone tampon désignée

à la réglementation forestière, tout en agissant en tant que consultants et médiateurs indépendants lors des négociations des villages pour leurs droits d'utilisation respectifs. La gestion communautaire des forêts implique les populations locales dans une conservation collective, qui, en plus d'aligner les intérêts locaux sur les objectifs de restauration à long terme, protège les différentes formes de vie que l'on trouve dans ces écosystèmes forestiers. Les villageois espèrent voir leurs forêts consacrées à la conservation des plantes et des animaux tout en étant autorisés à pratiquer une chasse viable sur le plan écologique dans une zone tampon désignée. Ils veulent également empêcher que l'exploitation forestière industrielle non durable et l'exploitation forestière artisanale – qui voit des petits exploitants individuels récolter des arbres pour le marché intérieur avec ou sans permis – ne prennent le dessus comme par le passé. Si la demande d'officialisation est acceptée, le projet de forêt communautaire couvrira plus de 5 000 ha et sera le premier officiellement accordé dans le pays.

Réciprocité et confiance au travail

Les arrangements entourant la future forêt communautaire soulignent les progrès déjà remarquables sur le terrain et démontrent l'existence d'un climat de confiance entre les villages collaborateurs et TRI, alors même que le projet est actif depuis peu de temps seulement. À bien des égards, le dialogue autour de la forêt communautaire a permis de faire progresser rapidement l'intérêt et le soutien pour les efforts de restauration à venir, y compris l'identification de plusieurs zones à restaurer ainsi que d'éventuelles activités génératrices de revenus durables.

Facile à première vue, la tâche d'identification des zones à restaurer a toutefois nécessité une touche de diplomatie, et les principes de la GFP ont été appliqués à plusieurs reprises lorsque les villageois ont fait part de leur inquiétude concernant les sites destinés à la restauration. Afin d'instaurer la confiance et de promouvoir la

transparence, le projet TRI en RCA a convié les membres de tous les villages à participer à une activité de bornage, au cours de laquelle ils ont arpenté les terres ensemble. La décision d'inviter ces arpenteurs accompagnants – dix personnes de chaque village – a été extrêmement fructueuse. Outre la cartographie collaborative de 500 ha, cet exercice a favorisé le dialogue avec les membres de la communauté villageoise et a donné l'accès au projet TRI en RCA aux connaissances locales concernant les questions foncières et les pratiques de gestion. Il a également accru l'intérêt pour le projet chez les accompagnants et au sein de leurs communautés respectives, ce qui a permis d'obtenir le consentement de la population locale. Les connaissances des participants à la cartographie ont permis d'éviter des conflits potentiels concernant les limites qui, s'ils étaient mal gérés, pourraient mettre en péril les futurs efforts de restauration du projet TRI en RCA.

En définitive, ces 500 ha ouvrent des voies pour la restauration, comme la régénération naturelle, qui repose sur le fait que les arbres s'auto-ensemencent et se disséminent naturellement, la régénération naturelle assistée, qui nécessite aussi la main de l'homme, et l'agroforesterie, qui consiste à planter des arbres autour et parmi les cultures et les pâturages. Ces futures activités de restauration offrent une réelle possibilité d'accroître la sécurité alimentaire, de fournir un habitat pour les animaux et d'améliorer les moyens de subsistance grâce à une utilisation durable des ressources naturelles. Doter les villages de compétences supplémentaires pour mieux gérer leurs forêts, découvrir d'autres sources de revenus et s'adapter aux défis qui se présentent, c'est s'assurer que la restauration progressera. Toutefois, cela n'est possible qu'en mettant en pratique la GFP et des comportements qui favorisent le respect et la confiance entre les personnes impliquées. Ces étapes progressives mais essentielles illustrent les efforts de fond des villages et du projet TRI en RCA pour restaurer les forêts tout en améliorant le bien-être de la communauté.

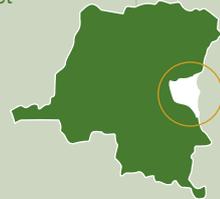
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Le projet a validé des documents sur la stratégie provinciale de RFP et les résultats de la MEOR aux niveaux provincial et national.
- Le projet, en collaboration avec deux institutions académiques, l'Université Évangélique en Afrique et l'Université Catholique de Bukavu, mène des études de mesure, notification et de gestion durable des terres afin de déterminer le niveau de séquestration du carbone avant la mise en œuvre des activités du projet.
- Le projet a validé les résultats d'une étude socio-économique menée dans les deux chefferies de Ngweshe et de Kabare.
- Le projet a signé un protocole d'accord avec Louvain Coopération pour développer des microprojets de promotion des interventions de RFP et a commencé à sensibiliser 150 associations et coopératives potentielles.
- En collaboration avec deux ONG locales, le projet a mis en place 90 Clubs Dimitra pour relever les défis communautaires dans les deux chefferies: 50 à Ngweshe et 40 à Kabare.



○ Sites de projet



Les frontières et les désignations employées sur cette carte n'impliquent en aucun cas une quelconque approbation ou reconnaissance officielle de la part des Nations Unies.

Abattage d'arbres pour la carbonisation - territoire de Kabare, groupe de Bushwira village de Bushwira village de Nyamulira. Crédit photo : © Ngoy Mbaya Lebeau Laurin.



Un nouvel éclairage sur les autochtones pygmées de la République démocratique du Congo

Les autochtones pygmées congolais sont des gardiens essentiels de la biodiversité, et leurs connaissances sont essentielles pour faire progresser les efforts de restauration du projet TRI en RDC.

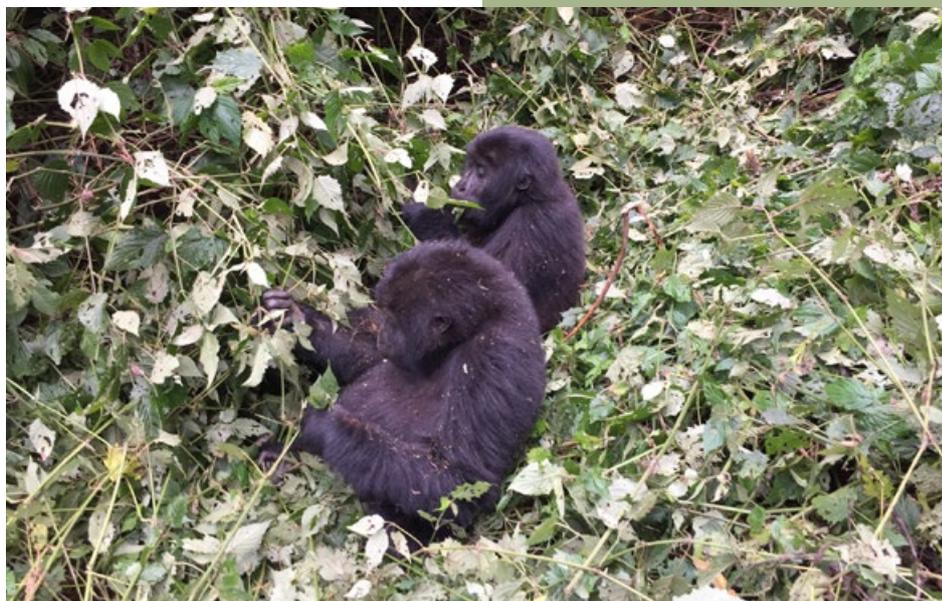
Le parc national de Kahuzi-Biega et ses habitants ne sont pas faciles d'accès. La route qui part de la capitale de la province du Sud-Kivu, Bukavu, dans l'est de la RDC, traverse un terrain montagneux le long des berges sud du lac Kivu, situé à la frontière avec le Rwanda. L'aire protégée est l'un des plus grands parcs nationaux du pays, avec une superficie de 600 000 ha, et constitue le dernier refuge de la planète pour le gorille des plaines de l'Est (*Gorilla beringei graueri*), espèce rare et menacée. Depuis des millénaires, ces forêts font vivre les Pygmées congolais, qui comptent parmi les plus anciens peuples autochtones d'Afrique centrale. Or le monde moderne s'effondre lentement sur eux, érodant leur culture.

La demande en ressources naturelles de la RDC et la croissance rapide de la population alimentent un appétit insatiable pour la terre, et ces défis liés à l'expansion sont exacerbés par la corruption politique, l'instabilité et les conflits armés, car différents groupes se disputent le pouvoir. Les forêts sont rasées sans discernement pour créer des fermes industrielles ou pour répondre à la demande internationale de bois. Dans les années 1970, la création du parc lui-même a suscité du ressentiment, les communautés pygmées estimant qu'il les privait de leurs terres ancestrales. C'est

dans ce contexte complexe que le projet TRI en RDC mène ses activités. Sa mission complexe est de veiller à sauvegarder le droit de ces populations vulnérables à vivre dans le parc national et à en utiliser les ressources forestières, tout en faisant progresser la restauration, nécessaire et urgente.

Promouvoir des alternatives attractives pour protéger les espèces rares et sauvages

Les interventions du projet TRI en RDC pour les populations forestières du pays visent à améliorer la sécurité alimentaire et à fournir des revenus et une autonomisation socio-économique en s'appuyant sur des options alternatives. Ces efforts sont justifiés par le fait que certaines des activités vitales au mode de vie traditionnel des Pygmées congolais, telles que la chasse et le commerce de la viande sauvage ou de brousse, ou encore la collecte de PFNL, sont considérées comme contraires aux efforts de conservation et même érigées en infractions. Traditionnellement, les communautés forestières africaines vivaient en symbiose avec l'écosystème forestier et leur mode de vie nomade faisait qu'elles n'épuisèrent que rarement les ressources d'une zone dans



Parc national de Kahuzi-Biega, jeunes gorilles, Sud-Kivu. Crédit photo : © Benjamin De Ridder.

laquelle elles s'étaient temporairement installées. Cependant, alors que la demande des villages pour la viande de brousse augmente et que les populations d'animaux sauvages s'effondrent, la durabilité à long terme de ces pratiques est remise en question.

Dans l'objectif de proposer des alternatives durables, le projet TRI en RDC, en collaboration avec l'Association pour la conservation communautaire de la biodiversité (ACCB), a distribué en 2021 des râtaux, des houes et des arrosoirs ainsi que 25 g de graines d'amarante, de carotte, de chou et d'oignon à 424 autochtones pygmées dans les villages de Muyange, Buyungule, Makondo et Cibuga afin qu'ils les utilisent pour créer des jardins potagers. Ces jardins permettront de diversifier la nourriture disponible pour les communautés pendant une période pouvant aller jusqu'à trois mois. Le projet TRI en RDC a également permis d'installer des ruches pour les abeilles productrices de miel, de promouvoir la plantation d'arbres fruitiers et de fournir un soutien matériel pour l'élevage de lapins, qui constituent une source alternative de viande maigre, semblable à celle du gibier.

En plus de diversifier les sources de nourriture, le projet TRI en RDC a permis aux Pygmées congolais de toucher un revenu et d'atténuer ainsi une disparité socio-économique inquiétante dans les zones du projet. Le revenu quotidien par personne au sein des communautés pygmées est d'environ 0,12 dollars, contre une moyenne de 0,50 dollars dans les communautés bantoues congolaises. En s'appuyant sur les connaissances et les compétences qui leur proviennent de leur rôle d'intendants originaux de ces écosystèmes forestiers, les communautés pygmées ont collecté et propagé des semis d'arbres indigènes de la forêt qui seront cultivés dans cinq sites de pépinière nouvellement établis, et ont obtenu un paiement pour leur travail. Avec la distribution par le projet TRI en RDC d'arrosoirs, de brouettes, de houes, de râtaux, de bêches, de marteaux, de décimètres et de sacs de culture, le rôle des communautés pygmées est essentiel pour la production à grande échelle de plants d'arbres, nécessaire pour faire progresser la restauration le long des berges ou des zones ripariennes dans le parc en 2022.

Ces efforts économiques sont complétés par les actions des Clubs Dimitra, groupes de femmes et d'hommes qui se réunissent et discutent d'actions collectives pour résoudre les problèmes de la communauté¹³. Quatre-vingt-dix clubs récemment créés développent des microprojets pour améliorer

les revenus des Pygmées congolais, en partenariat avec le projet TRI en RDC, Louvain Coopération et d'autres associés. L'objectif final du projet TRI en RDC est de voir au moins 50 pour cent des bénéficiaires du projet vivre au-dessus du seuil de pauvreté, contre 20 pour cent au début du projet.

Sauvegarder les droits et les connaissances des peuples autochtones et s'en inspirer

Les Pygmées congolais cultivent depuis longtemps une relation intime avec les écosystèmes dans lesquels ils vivent et possèdent une connaissance inégalée de l'utilisation durable des ressources. En apprenant d'eux, le projet TRI en RDC concourt à l'atteinte de son objectif, qui est d'harmoniser les connaissances locales et autochtones avec des pratiques de conservation solides. Cette approche inclusive de la conservation fait en sorte que les connaissances des peuples autochtones soient intégrées à toutes les étapes de la restauration, de l'identification des sites de plantation à la désignation des variétés d'arbres fruitiers opportuns pour un endroit donné, en passant par la collecte de graines et d'autres matériaux riches en nutriments nécessaires à la propagation des variétés forestières de la région.



Sud-Kivu. Crédit photo : © Benjamin De Ridder.

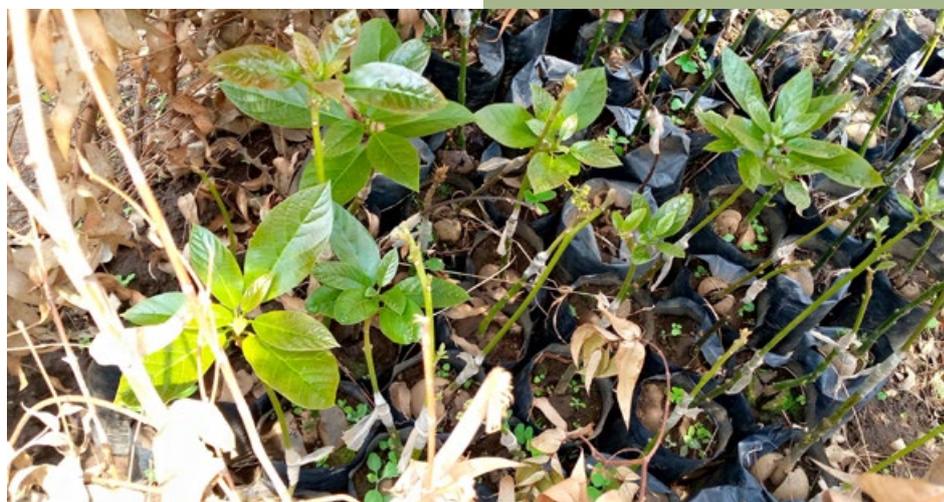
13 FAO. 2016. Clubs Dimitra de la FAO: Sécurité alimentaire et nutrition [vidéo]. <https://www.fao.org/gender/resources/videos/video-detail/en/c/416499/> [Consulté le 18 août 2022].

Pour mener à bien les efforts de restauration tout en sauvegardant le patrimoine culturel des Pygmées congolais dans les zones de projet, il faut également se pencher sur les questions foncières et les préconceptions ancrées dans les institutions nationales et les cadres de conservation établis. Si la RDC a pris des mesures pour garantir légalement les droits des Pygmées sur les terres et les ressources naturelles en 2021, les communautés souffrent toujours d'une grave exclusion sociale, de discrimination, de violence et d'une pauvreté croissante¹⁴. Le projet TRI en RDC doit donc collaborer en permanence avec les systèmes de gouvernance et les dirigeants des Pygmées congolais pour recenser correctement les sites d'importance culturelle, en assurant l'intégration des autochtones dans la planification et l'exécution des interventions de restauration, et en opérant des corrections rapides en réponse aux plaintes.

Les efforts du projet TRI en RDC mettent en évidence à quel point il est impossible de faire abstraction de la vie et du bien-être des communautés pygmées congolaises si l'on veut atteindre les objectifs de restauration de la forêt. Bien que le chemin qui reste à parcourir soit parsemé d'obstacles, les progrès réalisés cette année reflètent la promesse d'un dialogue avec ces communautés tribales. En reconnaissant le rôle essentiel des communautés pygmées congolaises

Le projet TRI en RDC s'inscrit dans une nouvelle symbiose qui met en lumière les droits des peuples autochtones et leur capacité à contribuer à la sauvegarde des merveilleux écosystèmes du pays

dans la préservation de ces forêts, et en participant à leur autonomisation socio-économique, le projet TRI en RDC s'inscrit dans une nouvelle symbiose qui met en lumière les droits des peuples autochtones et leur capacité à contribuer à la sauvegarde des merveilleux écosystèmes du pays.



SARCAF fruit tree nursery with funding from GIZ - Grafted avocado. Photo credit: © Ngoy Mbaya Lebeau Laurin.

14 United Nations. 2009. State of the world's Indigenous peoples. New York, (États-Unis). www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/SOWIP/en/SOWIP_web.pdf.

■ RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE



○ Sites de projet



Les frontières et les désignations employées sur cette carte n'impliquent en aucun cas une quelconque approbation ou reconnaissance officielle de la part des Nations Unies.

Rives dégradées par l'agriculture non durable le long de la rivière Katuma. Crédit photo : © UICN.

Le projet de l'Initiative pour la restauration en République-Unie de Tanzanie entreprendra des activités de restauration essentielles en 2022

Après un démarrage retardé, le projet TRI en République-Unie de Tanzanie prépare le lancement total de ses activités de restauration cruciales dans les paysages de la Grande Ruaha et du lac Rukwa.

La République-Unie de Tanzanie mérite pleinement son titre de joyau de l'Afrique de l'Est. Elle peut s'enorgueillir d'un splendide patrimoine naturel, en tant que l'un des pays les plus riches en biodiversité au monde, avec des sites bien connus comme le mont Kilimandjaro, le cratère du Ngorongoro, le parc national du Serengeti et le lac Tanganyika. Le pays regorge d'une faune et d'une flore uniques, abritant 33 pour cent des espèces végétales africaines et 20 pour cent des grands mammifères africains, dont le rhinocéros noir (*Diceros bicornis*), gravement menacé. Cependant, le surpâturage, la déforestation, la demande de terres et les pratiques agricoles non durables transforment de plus en plus les paysages sains de la République-Unie de Tanzanie en terres stériles, menaçant le pays d'une perte estimée à 10,2 milliards de dollars par an. La pollution de l'eau s'aggrave et les plantes et les animaux du pays disparaissent. Aujourd'hui, plus de 50 pour

cent de la superficie totale du pays est touchée par la dégradation des sols, dont 16 pour cent sont considérés fortement dégradés.

La mise en œuvre à part entière du projet TRI en République-Unie de Tanzanie est un pas important vers l'investissement dans la nature, pilier clé de l'économie tanzanienne qui a longtemps été sous-financé. À la fin de l'année 2021, des représentants de l'administration tant locale que nationale, se sont réunis dans la ville de Mbeya pour discuter des résultats de l'évaluation MEOR effectuée par le projet TRI en République-Unie de Tanzanie, et pour préparer le lancement après des retards, dus notamment à la pandémie de covid-19. Les participants ont fait part de leur conviction que le projet TRI devrait améliorer la sécurité alimentaire, soutenir l'écotourisme et sauvegarder les moyens de subsistance. Ils ont exprimé sans équivoque leur volonté de mettre un terme à la dégradation

Le projet de TRI en République-Unie de Tanzanie utilisera une approche de gestion des écosystèmes, qui aborde les actions anthropiques comme faisant partie de l'ensemble de l'écosystème

des terres et à la spirale descendante qui menace l'économie tanzanienne et qui a été alimentée par une utilisation non durable des ressources.

Face à cette situation difficile, les représentants de l'administration ont réaffirmé leur engagement à restaurer 110 000 ha en partenariat avec le projet TRI en République-Unie de Tanzanie. Le projet s'appuiera sur les résultats de la MEOR, qui a recensé un peu plus de 87 000 ha de terres pour la sylviculture durable, le pâturage du bétail et la gestion améliorée des terres cultivées, et 23 000 ha supplémentaires pour d'autres activités de restauration. On estime que 100 000 ménages répartis dans sept districts bénéficieront directement du projet TRI en République-Unie de Tanzanie.

Le projet de TRI en République-Unie de Tanzanie utilisera une approche de gestion des écosystèmes, qui aborde les actions anthropiques comme faisant partie de l'ensemble de l'écosystème, plutôt que de considérer les questions environnementales et les espèces comme étant séparées des sociétés. Le projet se concentrera sur deux paysages et bassins gravement dégradés, la Grande Ruaha et le lac Rukwa, et a retiré le site du bassin de la rivière Malagarasi qui figurait dans le champ d'application initial du projet. La suppression de ce site permet au comité du projet d'investir les ressources disponibles de manière plus ciblée.

Le bassin de la Grande Ruaha, en République-Unie de Tanzanie, abrite la rivière Grande Ruaha, qui traverse des zones humides, et le parc national de la Ruaha, où vit l'une des plus grandes populations de lions (*Panthera leo*) du continent¹⁵. Le paysage est marqué par des périodes de

sécheresse de plus en plus longues, et les défis que cela pose à l'écosystème local sont aggravés par l'augmentation de la demande agricole et la faiblesse des infrastructures d'irrigation. Le lac Rukwa et son bassin accueillent la troisième plus grande pêcherie du pays¹⁶ et font partie de l'écosystème qui soutient les réserves de chasse voisines et les zones de conservation d'importance, comme le parc national de Katavi. Le manque de gouvernance en matière d'eau et les pratiques non durables d'utilisation des terres limitent la croissance des districts voisins et menacent la faune et la flore, à l'instar de la situation dans le bassin de la Grande Ruaha¹⁷. «Nous espérons que le projet contribuera à la restauration des zones fortement dégradées des bassins de la Grande Ruaha et du lac Rukwa, afin de garantir le flux de multiples services écosystémiques et d'améliorer le développement économique et les moyens de subsistance des communautés», déclare Hassan Chande, Vice-Ministre du bureau du Vice-Président (Affaires de l'Union et de l'environnement).

Le projet TRI en République-Unie de Tanzanie, en collaboration avec ses partenaires, ouvre la voie à l'application de l'approche de la gestion des écosystèmes, qui permettra de restaurer ces zones vitales non seulement pour répondre aux besoins actuels et immédiats grâce à des pratiques d'utilisation durable des terres, mais aussi pour permettre la conservation de plantes et d'animaux rares et des écosystèmes de soutien. Au fil de sa mise en œuvre, le projet engage le processus de création de nouvelles opportunités pour aider à faire davantage accepter la nature comme un pilier clé de l'économie et améliorer la vie des personnes vivant en République-Unie de Tanzanie.

15 Western, G., Macdonald, D.W., Loveridge, A.J. et Dickman, A.J. 2019. Creating landscapes of coexistence: Do conservation interventions promote tolerance of lions in human-dominated landscapes? *Conservation and Society*, 17(2): 204–217. www.jstor.org/stable/26611746.

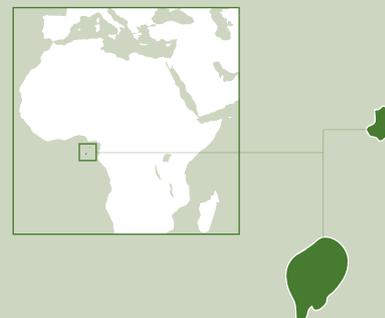
16 NASA Earth Observatory. 2020. Lake Rukwa, Tanzanie. [en ligne] Available at: <https://earthobservatory.nasa.gov/images/146961/lake-rukwa-tanzania> [Consulté le 18 août 2022].

17 Elisa, M., Gara J.I. et Wolanski, E. 2010. A review of the water crisis in Tanzania's protected areas, with emphasis on the Katuma River–Lake Rukwa ecosystem. *Ecology & Hydrobiology*, 10(2–4): 153–165. <https://doi.org/10.2478/v10104-011-0001-z>.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

Dernières nouvelles et réalisations du projet

- Le projet a diffusé le plan national de restauration et quatre plans de RFP auprès des utilisateurs de la forêt, notamment les communautés, les décideurs, la société civile, etc.
- Le projet a commencé son travail de RFP sur le terrain dans les quatre paysages cibles, dans le but de restaurer environ 30 000 ha de terres.
- Le projet a mis en œuvre une formation portant sur l'application de la loi, l'inspection et la déontologie.
- Le projet a contribué à la création de quatre projets communautaires qui soutiennent les chaînes de valeur de PFNL, en particulier pour le miel sauvage et les escargots terrestres, sur les deux îles.
- Le projet TRI à STP a fourni un financement de 87 000 dollars à sept initiatives durables de petite et moyenne taille susceptibles de bénéficier d'un concours financier.
- Le projet s'est mis en relation avec le projet TRI en Guinée-Bissau pour échanger des idées et se concerter avec lui sur les approches de la restauration des mangroves.



Les frontières et les désignations employées sur cette carte n'impliquent en aucun cas une quelconque approbation ou reconnaissance officielle de la part des Nations Unies.

Vue du parc naturel de Príncipe. Crédit photo : © Marco Pagliani.



Faire de la conservation des forêts une activité rentable à Sao Tomé-et-Principe

Le projet TRI à STP soutient les entrepreneurs dans la création d'entreprises durables et de nouvelles chaînes de valeur.

Les écosystèmes forestiers du petit État insulaire de STP sont parmi les plus riches et les plus diversifiés d'Afrique sur le plan écologique. Située près de l'équateur dans le golfe de Guinée, l'île regorge d'arbres, de buissons et d'herbes, avec quelque 10 pour cent des plantes du pays qui ne se trouvent nulle part ailleurs dans le monde.

Traditionnellement, les habitants dépendent des forêts tropicales du pays pour leur alimentation, leur médecine et de nombreux autres aspects de leur vie quotidienne. Pourtant, malgré cette familiarité avec leur environnement, les habitants n'ont que récemment commencé à s'intéresser aux possibilités offertes par les entreprises forestières qui utilisent ces aliments, produits et autres PFNL. Par le passé, l'utilisation commerciale des forêts de STP a été principalement axée sur l'exploitation forestière et l'extraction du bois. Cependant, l'exploitation forestière n'est plus une activité viable sur le plan écologique et les arbres n'ont pas la possibilité de se régénérer de manière à garantir la santé globale de la forêt.

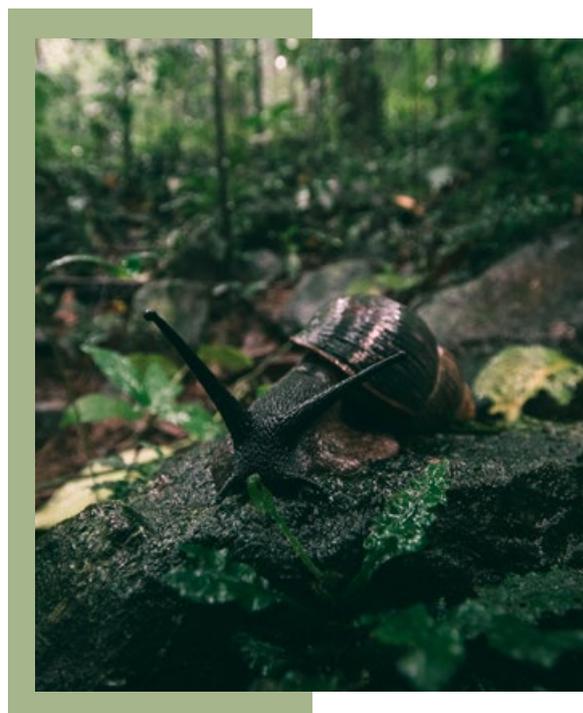
Constatant la menace qui pèse sur les forêts, le projet TRI à STP soutient la création d'entreprises durables et rentables afin de diversifier les revenus

hors de l'exploitation non durable du bois. Ces entreprises utilisent des produits forestiers de haute qualité, qu'il s'agisse de spécialités locales comme les herbes, les champignons et les escargots, ou de produits plus connus comme le miel, le poivre sauvage, la vanille, le gingembre et d'autres produits qui peuvent être cultivés durablement sous les arbres. L'objectif de ces opportunités commerciales est non seulement de fournir des incitations supplémentaires à protéger les ressources forestières, mais aussi d'améliorer le bien-être et la prospérité matérielle des communautés d'utilisateurs de la forêt de STP.

Stimuler les entreprises durables

Le projet TRI à STP et ses partenaires ont mis au point un système de financement unique pour aider les petits et moyens projets bancables à surmonter les nombreux obstacles structurels qui limitent la réussite et la rentabilité des nouvelles entreprises forestières. Parmi ces obstacles figurent la faible implication du secteur privé, le manque d'accès aux capitaux des banques en raison de leur méconnaissance de ce type d'entreprises, ainsi que les problèmes logistiques rencontrés par les petites entreprises, les communautés et les coopératives. Les entreprises intéressées par la gestion durable, la restauration des forêts ou l'agroforesterie ont du mal à obtenir des prêts, des microcrédits et d'autres incitations fiscales.

Pour trouver des propositions et des participants, le projet TRI à STP et ses partenaires ont lancé un appel public en 2021, qui a été annoncé à la radio et dans des lettres d'information. En l'espace de six mois, l'équipe du projet TRI à STP a reçu et examiné 39 demandes, parmi lesquelles elle en a retenu sept prometteuses. Une fois sélectionné, chaque bénéficiaire a reçu une courte formation en ligne et un coaching menés par des spécialistes afin de renforcer la rentabilité globale de la proposition. Ce processus comprenait un examen conjoint de la viabilité financière et commerciale de chaque initiative et, si nécessaire, des modifications. En plus de la consultation et de la fourniture de contrats, le projet a ouvert de nouveaux comptes bancaires pour les bénéficiaires, dans lesquels ils ont déposé une contribution en contrepartie du capital total fourni par le projet TRI à STP, d'une valeur de 10 pour cent de ce montant. Au total, le programme a investi 87 000 dollars, allouant entre 5 000 et 15 000 dollars par entreprise durable.



Le Búzio, un escargot sauvage des forêts, est un mets très prisé en STP. Crédit photo: © Vasco Pissarra.

*Les investissements
du projet TRI à STP
contribueront à stimuler
une économie responsable
fondée sur la restauration,
la conservation et la gestion
durable des forêts sur ces îles
remarquables*

Un large éventail d'initiatives

Toutes les initiatives financées en sont encore à leurs débuts et sont menées par des entrepreneurs, des petites entreprises et des ONG. La Direction des forêts et de la biodiversité, le principal homologue national du projet TRI à STP, assure le suivi de chaque initiative. Les initiatives couvrent un large éventail, à différents degrés d'innovation:

- L'un des entrepreneurs se penchera sur le traitement des huiles essentielles pour l'aromathérapie et les hydrolats, sous-produit du processus de fabrication des huiles essentielles. Les hydrolats peuvent être ajoutés aux cosmétiques et aux produits

d'hygiène personnelle, ou même inclus dans des produits alimentaires.

- Une autre initiative porte sur la production de poêles économes en énergie pour la cuisine afin de réduire l'utilisation du bois de chauffage tout en améliorant les conditions de santé et d'hygiène. Ces poêles seront distribués gratuitement aux ménages ruraux, et un savoir-faire national en matière de construction de ces précieux appareils sera développé.
- Une troisième initiative vise à stimuler l'emploi local pour les femmes, notamment par la mise en place d'installations d'agrotourisme et d'écotourisme, telles que des petits écolodges et jardins botaniques.
- Coco Express, un projet d'entreprise d'Abdulay de Sousa Pereira Rosa, 35 ans, produira de l'eau de coco fraîche destinée au marché national. L'entreprise utilisera ensuite les sous-produits de la transformation des noix de coco pour produire du compost et des sacs biologiques destinés à la culture des jeunes plants dans les pépinières.

Le projet TRI à STP espère non seulement que ces initiatives financées ouvriront la voie à d'autres entrepreneurs locaux, mais également qu'elles lieront davantage l'économie locale à la gestion durable des forêts tout en répondant à la demande croissante de produits forestiers de premier ordre. Si les activités économiques lancées grâce à ce projet prospèrent et attirent l'attention des investisseurs privés, les investissements du projet TRI à STP contribueront à stimuler une économie responsable fondée sur la restauration, la conservation et la gestion durable des forêts sur ces îles remarquables.



Plantation de poivre sauvage biologique, Príncipe. Crédit photo : © Marco Pagliani.

GÉNÉRATION RESTAURATION

L'INITIATIVE POUR LA RESTAURATION FORME UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE LEADERS SOUCIEUX DE L'ENVIRONNEMENT QUI S'EMPLOIENT À SAUVER LA PLANÈTE

L'Initiative pour la restauration soutient une nouvelle génération de jeunes leaders qui apportent des changements concrets pour faire progresser la durabilité et donner la priorité à la santé de la planète.

La triple menace de la perte de biodiversité, de la déforestation et des changements climatiques façonne une nouvelle génération de pionniers soucieux de l'environnement qui cherchent à rétablir l'équilibre avec le monde naturel. Ces jeunes gens motivés assument la charge de réparer les dommages causés par la croissance effrénée qu'ont vu les générations de leurs parents et grands-parents. La Génération restauration hérite d'une planète qui a désespérément besoin d'être

sauvée. Afin de soutenir cette génération dans ses efforts pour faire évoluer la société vers un changement transformateur, TRI fait progresser les programmes scolaires, l'entrepreneuriat social et environnemental et l'apprentissage pratique. L'approche de TRI consiste à intégrer et à mettre en œuvre des interventions autour des principes de durabilité et de restauration qui stimulent la perspective holistique et collaborative de cette génération.

Vue d'un paysage dégradé au Pakistan. Crédit photo: © Christophe Besacier.



UNE ÉDUCATION QUI VALORISE LA RESTAURATION ET FAVORISE LA DURABILITÉ

L'éducation sur la valeur des ressources naturelles, et des forêts en particulier, est la pierre angulaire de TRI depuis sa création. Cet enseignement a été accompagné de connaissances pratiques sur le processus actuel de RFP, grâce auquel les écosystèmes retrouvent leurs fonctions et le bien-être des personnes vivant dans ces écosystèmes est amélioré. Ces efforts sont mis en œuvre non seulement au niveau du programme, mais aussi au sein des projets nationaux de TRI, qui sont ensuite adaptés aux contextes spécifiques des paysages et des communautés: la Guinée-Bissau, la RCA et la RDC sont des exemples de la manière unique avec laquelle l'éducation qui valorise la restauration et favorise la durabilité est intégrée.

En 2021, le projet TRI en RDC a élaboré des campagnes de sensibilisation à la RFP, dont la mise en œuvre est prévue en 2022. Ces campagnes sont conçues spécifiquement pour les établissements d'enseignement secondaire, technique et professionnel et les universités. Deux universités, l'Université Évangélique en Afrique et l'Université Catholique de Bukavu, se sont déjà engagées à faciliter ces campagnes en parallèle des travaux de restauration du projet TRI en RDC. L'Université Évangélique en Afrique et le projet TRI en RDC ont formalisé un accord pour préparer des brochures spécialisées sur la meilleure façon d'intégrer le programme d'enseignement sur la RFP dans les universités et les écoles primaires et secondaires. L'étape suivante consiste à renforcer ces actions en intégrant ces cours dans le programme d'éducation nationale. Il s'agit là d'une étape en cours de discussion avec le projet pilote de restauration et de gestion durable des écosystèmes agricoles montagneux du Sud-Kivu, partenaire clé de la restauration.

Des efforts sont en effet déployés pour produire des documents académiques sur le processus de RFP destinés aux communautés locales ainsi qu'aux étudiants universitaires. Des chapitres de cours relatifs à la RFP seront intégrés dans les programmes existants, et une brochure

d'accompagnement dans les deux chefferies de Ngweshe et Kabare sera également publiée. Pour les élèves de la province du Sud-Kivu, une pièce de théâtre, des jeux et une bande dessinée sur la RFP en langues locales seront produits.

Le projet TRI en RCA a lui aussi travaillé en étroite collaboration avec des institutions de recherche et de formation universitaires, à savoir l'Institut Centrafricain de la Recherche Agronomique (ICRA) et l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR), afin d'accroître la valeur des services écosystémiques dans l'esprit des populations par le biais de l'enseignement supérieur. Cette collaboration permettra non seulement de sensibiliser à l'importance des forêts intactes, mais aussi d'explorer les incitations économiques les plus intéressantes pour leur sauvegarde. Les instituts ont sélectionné deux doctorants et quatre étudiants en maîtrise (trois par institut) qui proposent des protocoles de recherche pour produire des évaluations des services environnementaux fournis par l'agrobiodiversité. L'agrobiodiversité, au sens large, désigne une variété d'organismes vivants qui contribuent à la productivité alimentaire et agricole¹⁸. D'autres protocoles de recherche porteront sur les sols des paysages de savane et des zones de forêt dense. Les deux instituts se sont engagés à superviser les travaux de recherche des étudiants.

Le projet TRI en Guinée-Bissau a élaboré un programme scolaire sur l'importance et les avantages des écosystèmes de mangrove sains. Le manuel a été préparé à l'intention des enseignants et contribue à renforcer la sensibilisation et le soutien de la protection des palétuviers, ces arbres spectaculaires, et des multiples formes de vie qu'ils abritent. Il attire également l'attention sur les services écosystémiques fournis par les mangroves, tels que leur capacité à prévenir l'érosion, à fournir un habitat et un lieu de reproduction pour les poissons pêchés pour le commerce, ainsi qu'à fournir une source d'énergie et de bois de construction.

18 Jackson, L.E., Brussard, L., de Ruiter, P.C., Pascual, U., Perrings, C. et Bawa, K. 2013. Agrobiodiversity. In: S.A. Levin, ed. Encyclopedia of Biodiversity (2e édition), pp. 126–135. <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-384719-5.00233-1>.

I L'INNOVATION AU SERVICE DE LA RESTAURATION

L'état d'esprit de la Génération restauration témoigne non seulement d'une conscience accrue, qui l'amène à reconsidérer la relation de l'humanité avec la Terre, mais aussi d'un désir de transformer les sociétés actuelles et de garantir une planète saine et juste pour tous. Ces jeunes leaders sont inventifs et les efforts du programme contribuent à transformer leurs idées innovantes en business plans rentables axés sur la restauration. Par exemple, TRI a soutenu des entrepreneurs du Kenya, de la RDC et de sept autres projets nationaux en les faisant participer au programme d'apprentissage en ligne de la Restoration Factory. Développée par le PNUE en partenariat avec l'UICN, la FAO et l'entreprise sociale Bridge for Billions, la Restoration Factory aide les entrepreneurs à concevoir des modèles commerciaux attrayants

qui intègrent des solutions fondées sur la nature. La Restoration Factory renforce la capacité des participants à développer ces modèles rentables tout au long de leur parcours entrepreneurial.

Les travaux du projet TRI à STP en 2021 s'inscrivent dans la même veine. Le projet TRI à STP a fourni un financement de 87 000 dollars à sept initiatives durables de petite et moyenne taille susceptibles de bénéficier d'un concours financier. Le projet, en plus de participer à combler le déficit d'investissement, propose aussi des sessions d'apprentissage en ligne et de coaching visant à renforcer la rentabilité globale des initiatives. Cette intervention fortifie l'esprit d'entreprise de cette génération qui monte des affaires, crée de nouvelles chaînes de valeur et soutient ses communautés.



V. Mé-Chinho. Crédit photo:
© Rosa Colomer

APPRENDRE EN FAISANT

L'Initiative pour la restauration intègre également des interventions qui permettent à la Génération restauration d'apprendre tout en faisant. Il s'agit notamment d'un cours de six semaines sur les approches et les concepts de RFP qui s'inscrit dans le cadre de l'Environmental Leadership and Training Initiative de l'Université de Yale. Depuis 2020, des jeunes d'Afrique subsaharienne, plus précisément du Cameroun, du Kenya, de la RCA, de la RDC et de la République-Unie de Tanzanie, ont participé à ces formations, apportant de nouvelles perspectives grâce à leurs origines diverses. Lors de leur participation à ces formations, ces jeunes qui veulent changer le monde ont renforcé leurs capacités et conçu de nouvelles stratégies pour intégrer la RFP et protéger les paysages forestiers.

D'autres interventions qui apportent un enseignement aux jeunes au moyen d'un apprentissage pratique ont été intégrées dans le projet TRI dans les ASAL au Kenya et le projet TRI en RDC. Le projet TRI dans les ASAL au Kenya a organisé des sessions de formation et des webinaires en vue de la Conférence nationale de mise à l'échelle de la restauration des paysages tenue en 2021, qui s'est concentrée en particulier sur la Génération restauration, et sur la meilleure façon de mettre à profit l'engagement des jeunes dans la restauration des écosystèmes.

De son côté, le projet TRI en RDC s'emploie à soutenir les jeunes agriculteurs qui troquent leurs monocultures pour l'agroforesterie, culture qui consiste à intégrer des arbres et des arbustes dans les terres cultivées. Établir un lien avec les associations de jeunes agriculteurs permet de s'assurer que ces personnes ont suffisamment de connaissances et de ressources pour intégrer les approches de RFP et en tirer profit. Le projet TRI en RDC et ses partenaires développent également des microprojets, destinés spécifiquement aux

jeunes agriculteurs qui font partie de la Génération restauration.

En outre, en mai 2022, la participation de TRI au quinzième Congrès forestier mondial, le plus grand rassemblement mondial sur les forêts, offrira aux jeunes professionnels de la Génération restauration une nouvelle opportunité d'apprendre en faisant. Les participants aux projets nationaux de TRI assisteront à l'événement à Séoul, en République de Corée, où ils engageront le dialogue avec les acteurs publics, les universités, le secteur privé et la société civile sur la manière de construire un avenir vert, sain et résilient, qui place les forêts au centre. La participation de la Génération restauration à des événements aussi importants et bien connus les intègre dans un réseau mondial en pleine expansion qui œuvre à la protection de la planète, et leur permet d'échanger et d'apprendre auprès d'experts en durabilité et de leaders d'opinion de premier plan.

Le programme TRI poursuivra ses efforts pour soutenir la Génération restauration en veillant à ce que le plus grand nombre possible de jeunes puissent construire leur éducation, leurs moyens de subsistance et leurs carrières autour de la restauration des écosystèmes. Mises en place à l'échelle de la planète et des projets nationaux de TRI, les activités du programme de TRI, à savoir l'éducation sur la RFP, l'importance accordée au rôle des écosystèmes intacts pour garantir des bénéfices aux populations et la mise en place d'initiatives rentables mais durables font entrer pleinement le programme dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030). Toutefois, le plus important est que les connaissances acquises ne sont pas seulement adaptées aux futurs défis de la restauration, mais qu'elles constituent le fondement d'un engagement et d'une implication à vie dans la protection de la planète et de notre avenir collectif.



Formation des agriculteurs sur l'établissement et la gestion des plantations dans le village d'Akomnyada, paysage de Mbalmayo au Cameroun. Crédit photo : © Fogoh John Muafor



Avec le soutien de:



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



ISBN 978-92-5-137086-5



9 789251 370865

CC2051FR/1/10.22